

LA PRESSE AU
SUPER BOWL

Un petit Argentin
parmi les monstres
Cahier Sports, Page 7



Hitler, bête humaine
Cahier Arts+Spectacles, Cinéma, page C1

La Presse
cyberpresse.ca

Naomi Klein

Je milite
donc je suis
Cahier Actuel, page B1



MONTRÉAL | VENDREDI 24 JANVIER 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 93 > 64 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

| SANTÉ |

12 milliards sans condition

Les provinces adoptent une stratégie commune

DENIS LESSARD

TORONTO – Mettant de côté des propositions fédérales contraignantes, les provinces ont d'une seule voix réclamé hier une injection sans condition de 12 milliards d'Ottawa pour boucler leur budget du printemps.

Ottawa devra faire preuve de plus de flexibilité s'il tient à obtenir une entente à la conférence fédérale-provinciale du début février, ont par ailleurs prévenu l'ensemble des premiers ministres.

Au terme d'une journée de réunions, les provinces ont répliqué par une longue proposition écrite au plan de « renouvellement » que leur avait transmis confidentiellement Ottawa il y a deux jours. Même si les propositions sont différentes, le climat était quand même serein et une entente négociée plutôt qu'un affrontement semble en vue.

Les provinces désirent faire table rase des balises serrées proposées par le gouvernement fédéral. Ottawa se dit prêt à augmenter ses transferts — sans préciser de montant —, mais dans des fonds distincts et cloisonnés pourvus d'objectifs chiffrés pour les soins de première ligne, les soins à domicile et la mise en place d'un programme minimal d'assurance-médicaments. Ottawa propose une longue liste d'indicateurs pour vérifier la performance des provinces, ce qui ne leur sourit guère.

« Il nous faut des orthopédistes, pas des statisticiens », a lancé le premier ministre Bernard Landry à la clôture de la conférence. Évoquant la manchette de *La Presse* sur l'interruption de certaines interventions chirurgicales sur la Rive-Sud, faute de financement, M. Landry y voit l'illustration que ce qu'on dit depuis des années est vrai. « Les patients de la Rive-Sud comme ceux de Moose Jaw ont besoin de plus d'argent pour reprendre confiance dans leur système de santé. »

Voir MILLIARDS en A2

GROSSE PORTION = GROS BEDON



Le fameux hamburger a pris bien du poids depuis 1977. Il pèse maintenant 198,4 grammes.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Une p'tite frite avec ça?

JUDITH LACHAPELLE

LES TRADITIONNELS « p'tit burger, p'tite frite, p'tite liqueur » ne sont plus aussi « p'tits » qu'ils l'étaient il y a 25 ans. Comme plusieurs consommateurs perplexes devant le gigantisme des boissons gazeuses ou des sacs de maïs soufflé au cinéma (entre autres!), des chercheurs américains ont décidé de comparer les portions de *fast food* servies de nos jours avec celles de 1977. Résultat? Les amateurs en ont de plus en plus pour leur argent.

Est-ce vraiment une bonne nouvelle? Plus de *fast food* veut aussi dire plus de sucre, de sel, de gras saturés. Sans nécessairement lier directement l'augmentation des portions servies dans les chaînes de restauration rapide à la hausse des cas d'obésité, les chercheurs notent que les Américains (et aussi les Québécois!) mangent plus souvent au restaurant (incluant les *fast food*) qu'avant. Et que ce changement dans les habitudes alimentaires n'est certainement pas étranger à l'augmentation des tours de taille.

« Ce n'est sûrement pas une bonne tendance », dit l'étudiante au doctorat Samara Joy Nielsen, de l'Université de Caroline du Nord (UCN), jointe par *La Presse* plus tôt cette semaine. « Il s'agit d'une chose à laquelle nous devons prêter attention. » Il ne faut donc pas seulement se fier au qualificatif « petite » portion pour avoir la conscience tranquille... « Si vous contrôlez la grosseur de vos portions, vous ingurgitez moins de calories. Et quand on regarde la grosseur des portions, on peut comprendre pourquoi elles ont potentiellement contribué à l'épidémie d'obésité. »

Car avant d'accuser les restos de gaver exagérément leurs clients, les chercheurs ont remarqué que les portions de collations salées (chips, bretzels...), de boissons gazeuses, de frites, de cuisine mexicaine, de hamburger et cheeseburgers avaient également augmenté... à la maison.

Voir FRITE en A2

| LA « VIEILLE EUROPE » |

Rumsfeld met Washington dans l'embarras

d'après AFP

WASHINGTON – Washington a tenté hier de calmer les tensions avec Paris et Berlin sur la question irakienne, tandis que les deux capitales réitéraient leur détermination à éviter une guerre contre Bagdad et que Moscou réclamait plus de temps pour les inspecteurs de l'ONU.

Après la fureur provoquée par les propos du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, accusant Paris et Berlin de représenter « la vieille Europe », le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a tenu à préciser que la France restait un pays allié des États-Unis. Il a également affirmé que les tensions actuelles entre Washington, Paris et Berlin n'auraient aucune conséquence. Le secrétaire d'État, Colin Powell, est allé dans le même sens, se disant confiant que les divergences entre Washington et les deux capitales européennes pourraient être résolues dans les jours à venir.

L'opposition affirmée de Berlin et Paris à une guerre dans l'immédiat contre l'Irak avait conduit Rumsfeld mercredi à les qualifier de « vieille Europe », en affirmant que le centre de gravité de l'Europe passait à l'Est, allusion aux sept pays d'Europe centrale et orientale qui viennent d'adhérer à l'OTAN et qui sont généralement pro-américains.

Voir WASHINGTON en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Les étudiants de l'Université de Montréal devront boire 20 millions de Pepsi. Pourtant l'accord de Kyoto devait éliminer les gaz toxiques!



AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Arts et spectacles - télévision	C1-C8	La Presse Affaires	D1-D11
Bandes dessinées	C4	Loteries	A2, A8
Bridge	E6	Monde	A8, A9
Décès	E7	Mots croisés	E2, S12
Éditorial	A10	Mot mystère	E2
Étes-vous observateur?	E4	Petites annonces	E4
Feuilleton	E2	- immobilier	E4, E5
Forum	A11	- marchandises	E5
Horoscope	E6	- emploi	E5
		- automobile	E5, E6
		- affaires	D2



MÉTÉO

Voir S16

Généralement ensoleillé
Maximum -15 > minimum -21



6 21924 98765 1

« C'est difficile à accepter »

SOPHIE ALLARD

LORSQUE Colette Gosselin pense à la tragique collision qui a entraîné la mort de presque toute la famille Houle mercredi matin, c'est plus fort qu'elle, elle éclate en sanglots. « C'est encore trop douloureux pour moi d'en parler, encore plus d'évoquer des souvenirs, confie la femme de Lachenaie, amie très proche de la famille. Je connaissais Chantal depuis nos études secondaires et je travaillais avec elle. Je les visitais fréquemment. Tout ça est encore difficile à accepter. »

Mercredi, vers 7 h 50, Dany Houle, 37 ans, sa femme Chantal Lescard, 30 ans, et leur fille Cassandra, 4 ans, ont perdu la vie rue Notre-Dame, à la hauteur de la base militaire de Longue-Pointe. La fourgonnette bourgoise dans laquelle ils se trouvaient roulait en direction de la garderie située dans l'arrondissement de Mercier lorsqu'elle a dérapé, semble-t-il en raison de la glace, et est allée emboutir un camion de déménagement qui venait en sens inverse.

Seule la petite Abygail, 18 mois, installée sur la troisième banquette, a survécu à la force de l'impact et s'en est sortie avec une fracture au bras. Elle devrait recevoir son congé de l'Hôpital de Montréal pour enfants d'ici quelques jours.

Hier, l'aura de la mort semblait avoir enveloppé le petit bungalow blanc de la famille Houle à Repentigny. Pourtant, un traineau mauve était déposé tout près de la porte, des décorations de Noël ornaient la maison tandis qu'un jeu de bois dans la cour semblait inviter les enfants à venir s'y balancer. Comme si la vie suivait son cours... et que la tragédie n'avait été qu'un cauchemar.

Daphnée, 8 ans, l'aînée des enfants Houle, se trouvait à l'école lors du drame. Confiée à Colette depuis mercredi — des parents se sont réunis hier en fin de journée et doivent rapidement prendre une décision quant à l'avenir des deux enfants —, la fillette ne comprend pas que ses parents et sa petite soeur ne reviendront plus.

« Lorsqu'on annonce à un enfant la mort d'un proche, on doit y aller avec notre coeur et tout en douceur,

sans tenter de camoufler les événements », dit Annie-Maude Langlois, psychologue à l'école Longpré, à Repentigny. C'est elle qui a pris soin d'annoncer la mauvaise nouvelle à Daphnée, tout en mettant de l'avant une équipe d'intervention afin d'apaiser les craintes de ses camarades de classe. « L'enfant, facilement déstabilisé, doit avant tout être rassuré sur son avenir, dit-elle. L'accent doit être mis sur les gens qui restent. La mort est toujours difficile à réaliser, voire à accepter, même pour un adulte. Avec le temps, on saisit, chez les petits comme chez les grands. »

Dans le voisinage du paisible quartier résidentiel où les Houle habitaient depuis près de deux ans, tous n'ont que des bons mots sur la jeune famille. « Je connaissais beaucoup leurs enfants et c'étaient des perles », dit Manon, son poupon de 6 mois dans les bras. « J'ose à peine penser à ce qui est arrivé. Quand on a des enfants, on est inmanquablement bouleversé. C'est très triste. »

Voir DIFFICILE en A2

Jeff Hackett à Boston

Le Canadien a échangé hier soir le gardien Jeff Hackett aux Sharks de San Jose en retour de l'attaquant Niklas Sundstrom. Les Sharks l'ont aussitôt envoyé aux Bruins de Boston avec le défenseur Jeff Jillson contre le défenseur Kyle McLaren. « Sundstrom ajoute de la profondeur à notre attaque. À 27 ans, il a maintenu une moyenne de 40 points par saison », a dit le directeur général André Savard dans un communiqué. Sundstrom termine sa huitième saison dans la LNH. Avec les Sharks, il a récolté deux buts et 10 passes en 47 matchs. L'attaquant suédois de six pieds a participé à 596 matchs en carrière avec les Rangers de New York et les Sharks. Il a réussi 98 buts et 202 passes.

Voir nos informations en S3

La GIGANTESQUE VENTE D'ENTREPÔT Des Boutiques GOLF UFO Est de Retour dès demain le 25 janvier 9h



QUI SONT LES NOS 1, 2 ET 3?

Qui, au Québec, a le plus d'influence dans le secteur culturel, sur scène ou dans les coulisses, parmi les artistes, les entrepreneurs, les décideurs? Ne manquez pas, pour la deuxième année, le Top 25 des plus influents établi par l'équipe des Arts et Spectacles, dans *La Presse*, demain, le 25.

Demain dans **La Presse**

DESTINATIONS DE SKI

La Presse a interrogé des experts qui évaluent le pour et le contre de chaque grande région de ski: Ouest canadien, Ouest américain, France, Autriche, Suisse... Même le Québec et quelques stations de la Nouvelle-Angleterre sont passés au crible de leur regard critique, demain dans le cahier Vacances/Voyage.



LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 9-4-2 > À quatre chiffres : 3-3-1-7

SUITES DE LA UNE

MILLIARDS

Suite de la page A1

Dans son entourage, on explique qu'une entente est possible dans deux semaines, mais il faudra qu'Ottawa renonce à « compartimenter » son financement supplémentaire, car Québec veut pouvoir allouer les fonds obtenus aux priorités de santé qu'il déterminera.

Pour Bernard Lord, du Nouveau-Brunswick, les propositions des provinces et du gouvernement fédéral « sont réconciliables », si on tient avant tout compte de l'intérêt des populations.

Toujours coloré, l'Albertain Ralph Klein a qualifié de « petite politique — et les fédéraux sont bons là-dedans », a-t-il ajouté —, la stratégie d'Ottawa des derniers jours. Le discours de la ministre Ann McLellan, la lettre de Jean Chrétien et finalement hier, la fuite de la proposition ont forcé les provinces à répliquer par un texte de leur cru, devenu une contre-proposition en vue de la conférence des 4 et 5 février. « Ils ont une entente... on a la nôtre, mettons-les sur la table et commençons à discuter », a dit M. Klein, ajoutant, ironique, qu'à Ottawa il réclamerait une disposition supplémentaire, lui demandant de consacrer à la santé les fonds prévus pour le contrôle des armes à feu.

Pour Queen's Park, la demande des provinces est extrêmement raisonnable. On dé-

pense en Ontario 46 % de notre budget à la santé, on demande à Ottawa des fonds qui représentent 45 % de leurs surplus (huit milliards plus trois milliards de réserves qui vont chaque année à la dette), a dit Ernie Eves, premier ministre de l'Ontario.

La réplique d'Ottawa a été plutôt conciliante. « Je ne veux pas me battre, je suis d'humeur à m'entendre, c'est ce que la population attend de nous », a répondu le premier ministre Chrétien en conférence de presse à Ottawa. Les deux propositions serviront de base de discussion à la conférence de février. Il était clair depuis longtemps que les provinces allaient demander plus d'argent, « mais les questions d'argent sont toujours difficiles, les déficits peuvent vite survenir », a-t-il prévenu.

Comme prévu, les provinces réclament qu'Ottawa augmente ses transferts pour l'année financière qui s'achève: 5,4 milliards immédiatement et 1,7 milliard de plus pour les prochains budgets de 2003-2004.

Pour se protéger de la hausse des coûts, les provinces évitent de fixer des chiffres absolus pour les années suivantes. On a décidé de ne pas retenir le chiffre de 30 milliards sur cinq ans proposé par les précédentes réunions de fonctionnaires. Les provinces proposent plutôt d'isoler les dépenses de santé

du Transfert social canadien et d'augmenter cette caisse santé de un pour cent par année, pour que la part d'Ottawa atteigne 25 % d'ici la fin de la décennie. Elle est actuellement de 14 %.

Pour M. Landry, cette demande correspond à ce qui était réclamé dans le rapport Séguin, soit une injection de 1,3 milliard pour 2002-2003 et de 1,8 milliard pour 2003-2004.

Président des premiers ministres provinciaux, Pat Binns, de l'Île-du-Prince-Édouard, a soutenu que « les provinces fournissent 86 % du financement de la santé et que le fédéral doit augmenter sa part ». Le rôle d'Ottawa en santé est de « fournir un financement adéquat, d'assurer les soins des militaires, des prisonniers et des autochtones », a précisé Gordon Campbell, de la Colombie-Britannique.

Les provinces ont indiqué que leur proposition était le fruit de trois ans de réflexion, mais le texte déposé hier était une collection de principes généraux.

La proposition des provinces respecte en grande partie les priorités d'Ottawa. On reprend les objectifs de créer des organisations de santé (groupes de médecine familiale), d'améliorer la ligne primaire et les soins à domicile. Mais à la différence d'Ottawa, les

provinces ne proposent pas d'objectifs précis ni de calendrier. Pas un mot d'un programme « catastrophe » d'assurance-médicaments qu'Ottawa leur demande de mettre en place, se disant prêt à le financer en partie (un programme minimal par rapport à celui, plus complet, qui est en vigueur au Québec depuis 1996).

Le document fédéral propose une longue liste d'indicateurs très pointus pour jauger la performance des provinces. Celles-ci répliquent qu'elles comptent rendre des comptes à leur population respective.

À la réunion hebdomadaire de son caucus mardi dernier, Bernard Landry a présenté aux députés son projet de créer une « caisse-santé » destinée à recevoir les fonds fédéraux. On espère à Québec que la création d'une telle caisse suffira à rassurer le gouvernement fédéral quant à l'imputabilité de l'utilisation de ces fonds, une garantie que les fonds seront aiguillés vers les soins de santé.

Mercredi, le ministre fédéral des Finances, John Manley, se disait d'accord avec l'idée de fonds de santé établis par les provinces qui décideraient de la façon dont l'argent serait dépensé. Ottawa sera flexible, a-t-il promis, ajoutant que les nouvelles sommes devraient être dépensées pour des mesures qui produiraient des résultats.

WASHINGTON

Suite de la page A1

L'Allemagne et la France ont réitéré hier à Berlin leur opposition à une guerre décidée de manière unilatérale par les États-Unis, le chancelier Gerhard Schröder déclarant: « Tout doit être entrepris pour faire appliquer (la résolution 1441 de l'ONU) par des moyens pacifiques. » C'est une position commune, et « nous n'entendons pas y déroger. C'est la politique étrangère commune » franco-allemande, a ajouté le président de la France, Jacques Chirac.

Fleischer a évoqué la possibilité que la France ne participe pas à une coalition pour désarmer l'Irak par la force. Parmi les pays qui feraient partie d'une telle coalition, le porte-parole de la présidence a cité la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Australie et des pays d'Europe de l'Est.

À Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a refusé de spéculer sur ce que ferait le Canada dans le cas d'une action des États-Unis en Irak hors du cadre de l'ONU. Il a réitéré que la position du Canada reposait sur le processus engagé au Conseil de sécurité et sur la résolution 1441 portant sur les inspections.

« Si je dois dire non aux États-Unis, a lancé Chrétien, je dirai non. Si je dois dire oui, je dirai oui. On est un pays indépendant et nous allons prendre notre propre décision. »

D'autre part, les ministres de six pays du Moyen-Orient — cinq voisins de l'Irak plus l'Égypte —, réunis à Istanbul à l'initiative de la



PHOTO AP

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, a affirmé qu'il ne croyait pas que ses propos sur la « vieille Europe » aient pu nuire aux relations avec les alliés européens.

Turquie, ont appelé Bagdad à davantage de coopération avec l'ONU sur son désarmement, dans une déclaration commune.

« Le spectre d'une guerre progresse rapidement », souligne la

déclaration lue par le chef de la diplomatie turque, Yasar Yakis, aux côtés des ministres des Affaires étrangères de la Syrie, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Jordanie et de l'Égypte. « Les pays de cette

région ne veulent pas vivre une nouvelle guerre et ses conséquences dévastatrices. »

Le texte final « appelle solennellement la direction irakienne à prendre irréversiblement et sincè-

rement ses responsabilités afin de rétablir la paix et la stabilité dans la région », sans faire aucune référence aux États-Unis.

À Washington, l'influent sénateur républicain Richard Lugar, président de la commission des Affaires étrangères, s'est dit d'avis que si les Français et les Russes veulent accéder à l'exploitation pétrolière en Irak après Saddam Hussein, ils devront aussi participer aux opérations militaires pour changer le régime à Bagdad.

Selon le quotidien britannique *Guardian*, l'armée américaine a établi des plans pour protéger les champs pétroliers irakiens en cas d'offensive contre Bagdad, pour éviter une répétition de la guerre du Golfe en 1991, quand l'Irak avait incendié les puits de pétrole koweïtiens.

Le département d'État et le Pentagone ont dévoilé ces préparatifs lors d'une rencontre en décembre à Washington avec des membres de l'opposition irakienne, selon le journal. Un des participants a précisé qu'un plan pour protéger les puits de pétrole était « déjà en place », laissant entendre que les forces spéciales prendraient le contrôle des principales installations au début de toute offensive terrestre pour renverser le régime.

Colin Powell a déclaré que les États-Unis envisageaient plusieurs scénarios pour la gestion de l'industrie pétrolière irakienne dans le cas où ils occuperaient l'Irak et affirmé que les champs pétroliers seraient exploités « au bénéfice du peuple irakien ».

DIFFICILE

Suite de la page A1

« C'était un très beau couple, confie Renée Sylvestre, une voisine, les larmes aux yeux. Chantal était toujours souriante, on échangeait souvent. Ils avaient plein de projets de rénovations. C'est terrible quand la mort frappe d'une façon si violente une jeune famille, tout en laissant deux petites orphelines. » Pour exprimer ses condoléances, M^{me} Sylvestre est allée déposer hier après-midi une gerbe de fleurs sur le balcon de ses voisins disparus.

Ce qui a particulièrement surpris M^{me} Nielsen. « Entre 1977 et 1996, la grosseur des portions de nourriture a augmenté tant à la maison qu'à l'extérieur pour toutes les catégories, sauf la pizza », écrit M^{me} Nielsen dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA).

Les chercheurs ont utilisé des données recueillies lors de sondages nationaux sur la consommation d'aliments. De 28,4 grammes en 1977, la portion d'une collation salée est maintenant de 45,4 grammes. Le hamburger a aussi pris du poids en gagnant presque 37 grammes (il pèse désormais 198,4 g), tandis que la portion de frites a grossi de 14 grammes (102,1 g) et la bouffe mexicaine, de 48 grammes (226,8 g). Une boisson gazeuse est passée de 387,4 millilitres à 588,4 ml, un gain de plus de 200 ml!

Bien sûr, ces changements sont faits graduellement et la différence n'est pas nécessairement très frappante lorsque l'affamé mord dans son sandwich. Ces augmentations sont également loin d'être suffisamment importantes pour ruiner un vendeur de burgers...

« Mais il existe parfois un conflit entre une bonne nutrition et les questions économiques, à partir du moment où vous pouvez obtenir une portion significativement plus grosse de frites ou de boisson gazeuse à un très petit prix », notent les chercheurs.

Il serait facile de dire que les Américains sont les seuls qui sont concernés par l'enflure des portions de malbouffe. Au Canada, le quart des jeunes et la moitié des adultes sont désormais trop gros. À la fin des années 1990, chaque Canadien

consommait un peu plus de 45 % plus d'huiles et de gras qu'au début de la décennie, selon Statistique Canada.

Et plus il y a de nourriture dans l'assiette, plus on se bourre la panse. Une autre étude du Penn State College parue en novembre (publiée par le Dr Barbara Rolls, également auteure de livres sur la nutrition) a démontré que « pratiquement personne ne peut se contenter de manger une portion normale s'il y a plus de nourriture dans son assiette ». Les chercheurs ont servi aux volontaires des portions de macaronis au fromage de différentes grosseurs. Dans tous les cas, les volontaires se sont dits rassasiés, même s'ils n'avaient pas touché la même quantité de macaronis. Et la nourriture ingurgitée en trop se retrouve invariablement... autour de la taille.

Est-ce un signe que les Américains sont plus affamés qu'avant? D'autres chercheurs de la même université ont découvert récemment que les collations (*snacks*) prenaient de plus en plus de place dans l'alimentation. En 1977, les collations apportaient 11,3 % de l'apport énergétique quotidien. Aujourd'hui, elles représentent 17,7 %, soit une augmentation de plus de 50 %.

Et les Américains, rappellent les chercheurs, mangent beaucoup plus souvent au restaurant qu'avant. « En clair, écrit le professeur Barry M. Popkin, le problème est que les Américains mangent trop. Ces changements dans les endroits où nous mangeons, ainsi que le type et la quantité d'aliments que nous consommons, sont critiques. »



IRAK LE COMPTE À REBOURS



«Je ne vois pas l'Europe comme étant l'Allemagne et la France. Je pense que c'est la vieille Europe. Si vous regardez l'Europe entière, son centre de gravité passe à l'Est.»

— Donald Rumsfeld
Secrétaire à la Défense des États-Unis

«Quand on est un vieux continent, un continent un peu ancien dans sa tradition historique, culturelle, politique, économique, on peut parfois, du coup, être empreint d'une certaine sagesse. Et la sagesse peut parfois être bonne conseillère...»

— Jean-François Copé
Porte-parole du gouvernement français

«Aujourd'hui, nous savons, grâce à des sources multiples, que Saddam a ordonné que tout scientifique coopérant lors d'interviews (avec les inspecteurs de l'ONU) soit tué, ainsi que les membres de sa famille.»

— Paul Wolfowitz
Secrétaire adjoint à la Défense du gouvernement américain

EN BREF

Les Français majoritairement contre une intervention américaine en Irak

DE PLUS en plus de Français sont hostiles à une intervention américaine en Irak. Selon un sondage CSA publié dans *Le Parisien* d'aujourd'hui, 76 % des Français se déclarent opposés à ce que les États-Unis interviennent militairement en Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein. Seulement 18 % des personnes interrogées sont favorables à une telle action et 6 % ne se prononcent pas. — AP

« Nous ne sommes plus dans la préhistoire »

LA MINISTRE de la Défense de la France Michèle Alliot-Marie a répliqué aux critiques de son homologue américain Donald Rumsfeld sur la « vieille Europe », en affirmant hier : « Nous ne sommes plus dans la préhistoire où celui qui avait la plus grosse massue allait essayer d'assommer l'autre pour lui piquer son couteau de mammoth ». Mme Alliot-Marie réagissait devant la presse aux déclarations du secrétaire d'État américain à la Défense qui a affirmé que la France et l'Allemagne, opposés à une action unilatérale contre l'Irak, ne représentaient plus que « la vieille Europe ». « Si quelqu'un réagit avec humeur à une réalité qui ne lui plaît pas, c'est son problème et pas le nôtre », a dit Mme Alliot-Marie à l'issue d'une visite au commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes, à Taverny (région parisienne). Elle a aussi rappelé la position de la France sur la crise irakienne : « Nous faisons confiance aux inspecteurs des Nations unies pour contrôler et pour conduire à l'élimination des armes de destruction massive en Irak ». — AFP

La guerre serait désastreuse pour les civils

UNE GUERRE contre l'Irak pourrait entraîner la mort de près d'un demi-million de personnes, pour la plupart des civils, selon un groupe de médecins britanniques, qui a adressé une lettre ouverte à Tony Blair. Cet appel, demandant au premier ministre britannique de prendre en compte l'impact sanitaire d'une guerre en Irak, paraît simultanément dans le numéro de samedi de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* et du *British Medical Journal (BMJ)*. « Nous croyons qu'une guerre aurait des conséquences sanitaires et sociales désastreuses à court, moyen et long terme, non seulement pour l'Irak mais aussi internationalement », estiment les médecins. Ils reprennent ainsi les chiffres avancés en novembre par l'ONG britannique Medact, selon laquelle une guerre contre l'Irak pourrait faire 48 000 à 260 000 morts pendant le conflit et dans les trois mois suivants. Une guerre civile en Irak consécutive au conflit pourrait provoquer 20 000 décès supplémentaires, et 200 000 autres morts résulter des conséquences sanitaires de l'après-guerre (épidémies parmi les personnes déplacées, famine...), d'après Medact. En cas d'utilisation d'un armement nucléaire, le nombre de morts atteindrait 3 900 000, a même envisagé l'ONG dans son site Internet. — AFP

« Un danger » et « un défi permanent »

LA MINISTRE des Affaires étrangères de l'Espagne, Ana Palacio, a estimé hier que « l'Irak représente un danger pour la communauté internationale » et « un défi permanent pour le Conseil de sécurité » de l'ONU. Lors d'une comparution devant la commission des Affaires étrangères du congrès des députés, Mme Palacio a évoqué « la menace réelle » constituée par « les armes de destruction massive » du régime de Bagdad. Elle a lié l'Irak, « seul pays qui n'a pas condamné les attentats du 11 septembre » 2001, au terrorisme international et estimé qu'il existait un risque que des armes irakiennes se retrouvent aux mains des groupes terroristes. « La situation en Irak est indissolublement liée au problème du terrorisme » et, « dans un monde plein d'incertitudes », face à un « ennemi insaisissable », il y a un risque que des groupes terroristes puissent recevoir des armes qui font partie de l'arsenal irakien, a-t-elle poursuivi. — AFP



« Je ne crois pas que nous aurons à nous inquiéter de devoir agir seuls. Je suis sûr que nous aurons une coalition solide », a indiqué Colin Powell (à droite), après avoir accueilli hier, à Washington, le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw.

Washington dit avoir des alliés de guerre



MARTIN VALLIÈRES
LA PRESSE À WASHINGTON

Malgré les réticences des pays alliés potentiels, l'administration Bush demeure convaincue de pouvoir regrouper une « coalition solide » pour une action militaire en Irak même sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, où s'annonce un autre bras de fer diplomatique ces prochains jours.

« Je ne crois pas que nous aurons à nous inquiéter de devoir agir seuls. Je suis sûr que nous aurons une coalition solide », a indiqué le chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, après avoir accueilli hier son vis-à-vis britannique, le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw.

M. Powell a aussi tenté de minimiser l'impression d'une forte tension diplomatique avec la France et l'Allemagne, après leur intention déclarée plus tôt cette semaine de s'opposer à une autre résolution du Conseil de sécurité à l'égard de l'Irak, qu'elles estiment prématurée.

« Je crois que la France et l'Allemagne comprennent qu'il y a une obligation pour l'Irak de désarmer. S'il y a de la confusion à cet effet, nous aurons l'occasion d'en discuter au cours des prochains jours. Nous n'en sommes encore qu'au début du débat, même s'il y a des différences d'opinion », a dit Colin Powell.

À la Maison-Blanche, le porte-parole présidentiel, Ari Fleischer, a indiqué que « le président Bush demeure confiant que l'Europe se rangera aux côtés des États-Unis ».

« C'est possible que la France refuse de grossir les rangs. Mais la majeure partie du reste de l'Europe — la Grande-Bretagne, l'Italie, et les pays de l'Est — qui fait partie de l'OTAN nous a déjà fait part de son appui, a soutenu M. Fleischer.

« Il faut regarder au-delà de la France et de l'Allemagne par rapport à l'histoire récente de l'Europe. »

Ces propos faisaient écho au qualificatif de « vieille Europe » prononcé mercredi par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, à l'égard de la France et de l'Allemagne, et qui a suscité de vives réactions hier à Paris et Berlin.

Par ailleurs, Washington a continué hier de hausser le ton à l'égard du déroulement des inspections en Irak, à quelques jours de la présentation du second rapport du directeur, Hans Blix, devant le Conseil de sécurité, lundi.

Cette fois, le numéro deux de l'administration Bush en matière militaire, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a accusé le régime de Saddam Hussein de proférer des menaces de mort contre les scientifiques irakiens qui coopèrent avec les inspecteurs.

Lors d'un discours à New York devant le prestigieux Council on Foreign Relations, M. Wolfowitz, qui était un analyste réputé en affaires militaires internationales avant de faire partie de l'administration Bush, a indiqué que ces menaces portées à l'attention des États-Unis démontrent que « le régime irakien s'entête encore avec ses anciennes pratiques de tromperie et de dissimulation. »

« Saddam Hussein doit encore faire la preuve qu'il permet aux scientifiques ira-

kiens de coopérer avec les inspecteurs de l'ONU sans aucune forme d'intimidation, tel que l'exige la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU », a dit M. Wolfowitz.

Cette déclaration est une autre étape de la stratégie de communication de l'administration Bush afin de préparer le terrain à un éventuel constat d'échec de la nouvelle ronde d'inspections en Irak, qui ouvrirait la voie à une action militaire.

Cette stratégie de communication doit culminer mardi prochain avec l'important discours annuel sur l'état de la nation du président Bush devant les membres du Congrès.

Hier, à part Paul Wolfowitz, l'autre gros nom de l'administration Bush qui a fait des commentaires publics contre l'Irak et le déroulement des inspections était la conseillère en Sécurité nationale du président, Condoleezza Rice.

Dans une lettre au *New York Times*, Mme Rice écrit que le régime de Saddam Hussein « avait quelque chose à cacher » et qu'il « continuait de traiter les inspections de l'ONU comme un jeu, alors que sa dernière chance tire à sa fin. »

Enfin, cette stratégie de communication de la Maison-Blanche a lieu alors que les sondages d'opinion publique aux États-Unis suggèrent un fléchissement de l'appui à une intervention militaire en Irak.

Le plus récent sondage, diffusé hier par le *Wall Street Journal* et NBC News, indique que le pourcentage d'Américains estimant qu'une action militaire en Irak devrait avoir lieu seulement avec l'accord de l'ONU a grimpé à 63 %, contre 55 % il y a un mois.

Par ailleurs, plus des deux tiers (70 %) des Américains croient que le président Bush doit encore donner aux pays alliés et au public américain des preuves de l'existence d'armes de destruction massive en Irak, avant de déclencher une action militaire.

De l'art et de la barbarie



JOONFED KHAN
envoyé spécial
EN IRAK

BAGDAD — À l'affiche du théâtre Al Rasheed, hier soir : *La Grande Illusion*, de Jean Renoir. Ce soir, le ballet national y présente un programme d'extraits du *Lac des cygnes* et de danses irakiennes. Demain, l'Orchestre symphonique d'Irak s'y déploie, avec Mozart, Puccini, Verdi, Gounod et Bellini au menu.

Il n'y a pas à Bagdad que l'hôtel Al Rasheed, repaire de luxe des journalistes des grands médias occidentaux, venus pourchasser les inspecteurs de l'ONU dans leur chasse aux présumées armes de destruction massive du régime irakien. À propos, le portrait en mosaïque de George Bush père, que tout le monde était obligé de fouler en entrant dans l'hôtel, a été recou-

vert d'épais tapis. « Le portrait, c'est fini », a dit le concierge, visage sévère.

Le nom Al Rasheed se retrouve partout dans Bagdad, un peu comme Saint-Laurent, Laurentien et Laurentides à Montréal. Il y a donc aussi le théâtre Al Rasheed, au centre d'un vaste complexe artistique dans un quartier résidentiel et boisé de Bagdad, avec des studios de cinéma et des ateliers multiples.

« Le cinéma irakien ne m'a pas fait grand effet, ce n'est pas le cinéma égyptien, et l'embargo lui a coupé les ailes », commente Zac, guide-interprète jordanien d'une délégation du Centre des droits économiques et sociaux, de New York.

Mais, selon *l'Irak Daily*, l'un des deux quotidiens anglais du pays, l'acteur Jalal Kamil se prépare à tourner *Jours de miel et de folie*, tiré du roman où Khudeir Meiri raconte sa propre expérience dans un hôpital psychiatrique sous les bombes en 1991. Entre-temps, c'est le théâtre qui stimule les Bagdadis, avec la musique, la chanson, les sé-

ries de télévision, et la poésie et la littérature qui se retrouvent largement dans les quotidiens de langue arabe, et kurde.

« L'agression n'a jamais cessé contre nous depuis 1991 et voilà qu'une terrible catastrophe nous menace à nouveau. L'art nous protège du pessimisme et de la barbarie. Nous, les artistes, nous avons en ces temps périlleux une responsabilité spéciale », dit avec beaucoup d'effet dramatique l'acteur Saad al-Oraibi, directeur adjoint du Théâtre national et de la Société des acteurs.

La barbarie n'est pas loin. Du moins l'une de ses plus cruelles manifestations : le tragique abri d'Al Amariya, à une vingtaine de minutes de là en taxi, où 408 des 422 femmes et enfants qui y dormaient furent incinérés ou carbonisés par deux « superbombes intelligentes » guidées au laser larguées par les Américains à 4h30 le matin du 3 février 1991.

Les bombes pesaient deux tonnes chacune. La première transperça comme une vrille le toit de deux mètres de béton armé, sui-

vie de la seconde qui cibra le système de ventilation, transformant l'abri, y compris le sous-sol, en un fourneau de 400 °C. Le tout se passa en quatre minutes. L'eau déversée par les pompiers inonda le sous-sol jusqu'à hauteur des épaules. De la peau, des cheveux et des lambeaux de chair sont restés vitrifiés sur les murs.

L'abri d'Al Amariya, dans ce quartier-jardin du même nom de la classe moyenne aisée de Bagdad, a été transformée en musée de la guerre de 1991. Étrangers et Irakiens, hommes et femmes, étudiants et curieux, se bousculent pour voir le trou béant dans le plafond, les tiges de fer tordus, les photos des victimes, mères et enfants identifiés avant la tragédie, et réduites à des restes carbonisés et méconnaissables après.

Des Belges de la Confédération des syndicats chrétiens et tiennent aujourd'hui une vigile. Des chandelles allumées au plancher forment le chiffre 408. Des Américains, des Allemands, des Français s'y recueillent, et écoutent dans un silence religieux les poèmes chan-

tés en autant de langues — pour exorciser eux aussi la barbarie. À côté, la télévision interroge une délégation d'étudiants irakiens de l'Université Wast. « Plus jamais ça, plus jamais ça », répète le porte-parole, un keffieh rouge *surkeffieh*.

Devant les photos des restes des victimes, un père de famille irakien éclate en sanglots. Dans la rue, les taxis circulent au ralenti, cherchant des clients, des enfants jouent au soccer dans un terrain vague, d'autres cherchent des chaussures à cirer, une jeune fille montre sa bicyclette à des amies. « Tout ça peut être bouleversé à tout moment, dit Ted Sexauer, soit par une attaque américaine, soit par un coup d'État ; la vie résiste et se bat, comme ces fleurs qui fendent le roc, le béton et l'asphalte pour s'épanouir ; mais la vie est fragile aussi. »

Âgé de 56 ans, Ted Sexauer est un vétéran de la guerre du Vietnam ; il était médecin. Il a embrassé le bouddhisme et il oeuvre désormais au sein de l'organisation Veterans for Peace.

Des fonds supplémentaires seront débloqués

Le moratoire imposé pour les chirurgies de la hanche et du genou inquiète les autorités de la santé en Montérégie

ALEXANDRE SIROIS

LE MORATOIRE imposé dans certains hôpitaux de la Rive-Sud pour les chirurgies de la hanche et du genou inquiète les autorités de la santé de la Montérégie. Elles tentent rapidement de trouver les centaines de milliers de dollars nécessaires pour résoudre ce problème.

« On voulait, pour le 31 janvier (...) malgré nos situations très précaires en matière de budgets de nos hôpitaux dans notre région, nous assurer qu'il n'y ait aucune rupture de services ou d'accessibilité à des services, qu'ils soient urgents ou électifs », a déclaré hier le président de la régie régionale de la santé de la Montérégie, Luc Boileau, lors d'une conférence de presse.

La Presse a révélé que l'hôpital Pierre-Boucher et l'hôpital Charles-LeMoyne ont récemment informé leurs orthopédistes qu'ils devaient cesser les chirurgies de la hanche et du genou en leurs murs (à l'exception des urgences) d'ici le début de la prochaine année financière, le 1^{er} avril.

Le directeur des services professionnels de l'hôpital Pierre-Boucher, Michel Laurence, a confirmé hier que la directive est bel et bien en vigueur. Il a précisé que les orthopédistes de l'établissement ont néanmoins obtenu la permission d'effectuer 11 chirurgies de ce type au cours des prochaines semaines.

Or, selon le chef du département de chirurgie de l'hôpital, Parviz Chafai, une trentaine de chirurgies de la hanche et du genou pourraient aisément être pratiquées pour des patients en attente d'ici la fin du mois de mars. « Ce n'est pas parce qu'il manque d'anesthésistes, d'orthopédistes ou de blocs opératoires, c'est parce qu'on ne nous donne pas le budget pour qu'on puisse opérer ces malades », a-t-il dénoncé.

À l'hôpital Charles-LeMoyne, on note actuellement un ralentissement des activités. Le directeur des services professionnels, Louis Couture, a cependant affirmé que si de l'argent frais n'est pas débloqué,



Luc Boileau, président de la régie régionale de la santé de la Montérégie, le D^r Louis Couture, de l'hôpital Charles-Lemoyne, et Michel Laurence, de l'hôpital Pierre-Boucher, ont rencontré les médias hier.

les chirurgies électives de la hanche et du genou devront effectivement cesser dans quelques semaines. Il a cependant estimé que des ressources seront disponibles à temps pour éviter cette suspension.

M. Boileau n'a pour sa part pu préciser combien de patients pourront éviter le report de leur opération grâce à l'injection de sommes supplémentaires, mais a affirmé que « ce sera sûrement à la satisfaction de tout le monde ». Il a soutenu qu'avant même le dévoilement de l'existence du moratoire par les médias, une conférence téléphonique avait été prévue pour aujourd'hui afin de discuter du problème.

Actuellement, en Montérégie, de 500 à 600 personnes attendent une chirurgie de la hanche ou du genou, a indiqué la régie régionale. Ces patients doivent patienter de cinq à huit mois alors que le délai maximal souhaitable, selon Québec, est de trois mois.

Pourtant, le nombre de chirurgies de la hanche et du genou faites a augmenté au cours des dernières années. En 2002-2003, les orthopédistes de Pierre-Boucher en ont pratiqué environ 20 % de plus que l'an dernier, avant même le moratoire imposé au début du mois de décembre. Mais la demande augmente plus vite que l'offre. Par exemple, en Montérégie, 424 chirurgies du genou ont été effectuées

l'an dernier comparativement à 395 un an plus tôt. Les délais demeurent toutefois substantiels.

Par ailleurs, la santé en Montérégie demeure sous-financée. Les administrateurs ont à faire des choix et la chirurgie de la hanche et du genou, qui sont coûteuses, passent sous le couperet en premier, a-t-on confirmé. « On devrait toujours pouvoir être soignés le lendemain. Mais ça, c'est un monde idéal à la Walt Disney, a dit M. Laurence. Je pense qu'actuellement on a une limitation de ressources et on essaie de prioriser. C'est malheureux que des gens doivent souffrir et attendre, mais c'est malheureusement le principe de la réalité actuelle. »

« Tanné de me battre pour rien »

Des orthopédistes fuient Pierre-Boucher

ALEXANDRE SIROIS

« J'ÉTAIS TANNÉ de me battre pour rien... On est supposés être des docteurs, pas des généraux. Mais il faut toujours qu'on fasse la guerre pour obtenir quelque chose. » Frustré par la pratique de l'orthopédie à l'hôpital Pierre-Boucher de Longueuil, Louis Besner a quitté l'établissement en 2001.

L'orthopédiste n'avait que 50 ans lorsqu'il a cessé d'effectuer des chirurgies pour se consacrer à la pratique en cabinet. Et il affirme aujourd'hui ne rien regretter. « J'aimais faire de la chirurgie. Mais à la fin tout était compliqué : manque de personnel, manque de budget... Tout était contingenté », a-t-il déploré.

L'hôpital Pierre-Boucher a fait cesser les chirurgies de la hanche et du genou en ses murs au début de décembre, à l'exception des cas urgents. Ce n'est toutefois pas la première fois que l'établissement donne du fil à retordre à ses orthopédistes.

Le cas du D^r Besner en est un bon exemple, a estimé le chef du département de chirurgie de l'hôpital, Parviz Chafai. Au cours d'un entretien téléphonique, il a pour sa part comparé la pratique à l'hôpital à « une souffrance continue et une guerre continue » en raison des problèmes de fonctionnement du bloc opératoire.

Non seulement l'établissement a-t-il perdu le D^r Besner alors qu'à 50 ans il était « au maximum de sa productivité », mais il a aussi laissé filer quatre autres orthopédistes au cours des 10 dernières années, dont deux autres avaient à peine plus de 50 ans, a rapporté le D^r Chafai.

La promesse faite hier par la régie régionale de la santé de la Montérégie, qui souhaite lever le moratoire notamment imposé à l'hôpital Pierre-Boucher ne rendra pas la vie plus facile aux orthopédistes à long terme, a prédit le D^r Besner. « Ils vont éteindre le feu, tout le monde va mettre un peu d'argent, les gens vont se fermer la gueule et dans six mois ça va recommencer. »

Il y aura une enquête sur l'exploitation forestière

Gendron réfute les prétentions de Richard Desjardins mais veut rassurer la population

GILLES NORMAND

QUÉBEC — Le ministre des Ressources naturelles, François Gendron, réfute carrément les prétentions du chanteur-poète Richard Desjardins sur la gestion des stocks forestiers, mais il reconnaît qu'une enquête est désormais nécessaire... ne serait-ce que pour rassurer la population sur la manière dont on traite ce patrimoine collectif.

La forme que prendra cette « enquête » ne sera déterminée qu'après une rencontre, à la mi-février, entre le premier ministre Bernard Landry et le Comité du suivi du Rendez-Vous des régions sur les ressources naturelles, auquel le ministre Gendron avait demandé à l'issue de ce sommet d'analyser quelle instance serait la plus appropriée pour étudier la situation.

Soutenant qu'il n'avait rien à cacher dans ce dossier où le poète Desjardins et les éditorialistes lui mènent la vie dure, le ministre des Ressources naturelles dit vouloir que le public soit le plus informé possible. « Quant à moi, je préfère la mise sur pied d'une commission d'étude munie d'un mandat clair, très précis, bien balisé qui étudierait les éléments suivants : 1) le volume des coupes de bois de manière à établir qu'on n'accorde pas plus de droits de coupe que le permet la possibilité forestière ; 2) les contrôles sur les normes d'intervention en forêt ; 3) les inventaires (sont-ils à jour ?) ; 4) les infractions et les lacunes. »

« Quoi qu'il en soit, assure François Gendron, je me rendrai au choix auquel en viendra le Conseil des ministres après les suggestions que je lui soumettrai. »

Tourné des médias

Hier, le ministre a entrepris une tournée des médias afin de rectifier certaines affirmations qui donnent à penser, selon lui, que seul le poète de l'Abitibi connaît ce dossier et que le ministère des Ressources naturelles est peuplé d'ignorants qui gèrent de manière désinvolte les forêts publiques.

Irrité, M. Gendron soutient que Richard Desjardins, « un *chum* à

part de ça », a dépassé les bornes cette semaine en déclarant au collègue Charles Côté, de *La Presse*, que rien n'avait changé dans la gestion des forêts publiques depuis la diffusion de son film *L'Erreur boréale*, en mars 1999.

M. Gendron rappelle la commission parlementaire qui a précédé durant un an et demi, en 2000 et 2001, au cours de laquelle « tous les groupes intéressés ont été entendus, les écologistes, les syndicats, les scientifiques, les compagnies ».

« Quelque 300 mémoires ont été déposés et étudiés, avant que ne soit adoptée la loi 136, en mai 2001, qui établissait un nouveau régime forestier. On va me dire que ce n'est rien, cela ? » s'indigne François Gendron, qui soutient avoir relevé un grand nombre d'erreurs de faits dans les propos du poète Desjardins, de même que dans la lettre qu'il a écrite au premier ministre Bernard Landry pour lui demander d'instituer une enquête publique indépendante, lettre qui a été publiée dans *La Presse* du 15 janvier.

M. Gendron, qui sollicitera son huitième mandat de député dans Abitibi-Ouest aux prochaines élections, a notamment été outré par la toute récente affirmation de M. Desjardins selon laquelle les chemins forestiers couvriraient 88 % du territoire en Abitibi, et qu'il ne restait donc que 12 % de forêt naturelle.

« C'est inimaginable, c'est un mensonge, c'est une énormité », s'insurge le ministre, qui s'indigne que Richard Desjardins ait obtenu « un deuxième droit de parole » à l'émission de Pierre Maisonneuve, à la télévision de Radio-Canada, alors que lui n'a pas été invité une seule fois pour donner la contrepartie.

François Gendron entretient la conviction que son ministère « fait une gestion moderne de la forêt publique, une gestion préoccupée du développement durable et de la biodiversité ». « Mais je ne veux pas que ce soit moi qui dise cela, je veux que cela vienne d'une instance indépendante. »

SANTÉ À DEUX VITESSES

Dumont dénonce « l'hypocrisie » de Charest et de Legault

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Mario Dumont dénonce « l'hypocrisie » du discours de Jean Charest et de François Legault sur l'utilisation de cliniques de santé privées par des adversaires qui dénoncent pourtant publiquement un système de santé à deux vitesses.

Sans vouloir les traiter d'hypocrites, le chef de l'ADQ reproche toutefois au ministre de la Santé et au chef libéral d'avoir « fait la morale à tout le monde concernant la place que pourrait prendre le secteur privé dans un système de santé plus efficace ».

M. Dumont reconnaît d'emblée que des supporteurs influents de son parti, Marcel Dutil et Léon Courville notamment, sont « sûrement » membres privilégiés de cliniques comme celle du Sanctuaire, où Jean Charest a été membre de 1999 à 2001 et que visite parfois François Legault.

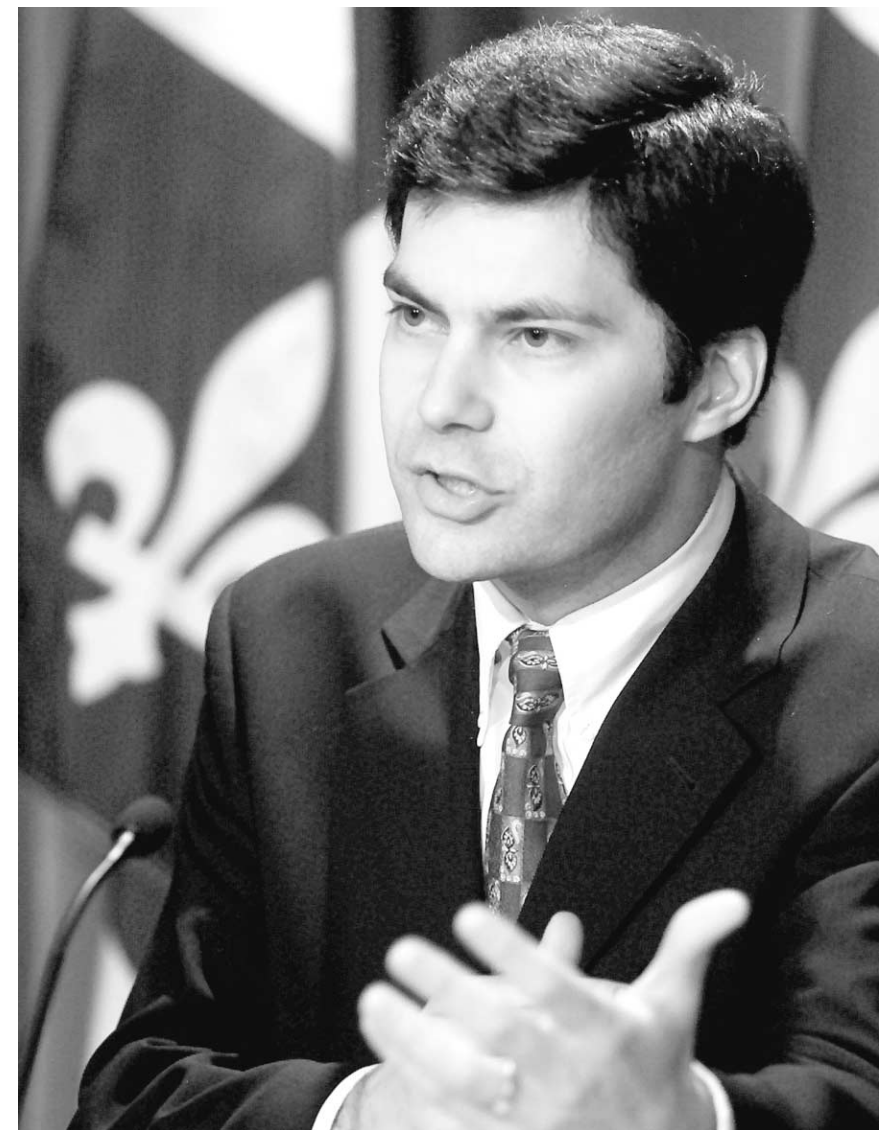
« Vous n'avez pas entendu ces gens-là sur la place publique dire qu'ils étaient découragés de penser que peut-être que le privé avait aussi une place en santé », soumet le chef adéquiste.

« Faux scandalisés »

Péquistes et libéraux, « ces faux scandalisés sur la place du privé en santé », ajoute-t-il, préfèrent que le secteur privé fasse son entrée dans les soins de santé par la porte de derrière. L'ADQ veut utiliser dès le départ, selon lui, le secteur privé pour améliorer les services publics.

« L'apport du privé ne sera plus l'affaire d'une portion très limitée de notre société, mais va être quelque chose qui va être accessible à la classe moyenne », soutient-il.

L'ADQ, répète M. Dumont, veut une médecine à une vitesse, c'est-à-dire des soins pour tout le monde dans des délais raisonnables. Un gouvernement adéquiste y arriverait en désengageant les listes



Mario Dumont, hier, en conférence de presse.

d'ententes, avec l'aide de cliniques privées, mais aussi de CLSC et de coops de santé. Le programme adéquiste en santé, soutient-il, permettra d'améliorer l'offre de services, mais ne générera pas nécessairement des économies renversantes. Mario Dumont promet de chiffrer toutes ses promesses avant la campagne électorale.

« On ne répètera certainement pas l'erreur, dit-il, dans laquelle se sont enfermés les libéraux de le faire tellement tôt qu'ils vont être obligés de le refaire en vue de

l'élection parce que le contexte budgétaire du gouvernement a changé. »

Sur les investissements accrus en santé demandés par les provinces au gouvernement fédéral, le chef de l'ADQ dit conserver une « inquiétude permanente » face à Jean Chrétien. Quant à la position défendue par Bernard Landry, il n'est guère plus tendre. M. Dumont répète que dans l'ensemble canadien, « le Québec n'a jamais été aussi faiblement politiquement ».

VINCENT MARISSAL

vmarissa@lapresse.ca

C'est déjà assez compliqué comme ça!

Nous y voici une fois de plus : c'est la saison des psychodrames politiques sur le financement de la santé!

Aussi bien s'y faire. D'ici la conclusion de la rencontre entre les premiers ministres provinciaux et Jean Chrétien, les 4 et 5 février, il va y avoir beaucoup de chemises déchirées et même quelques jugements définitifs sur ce foutu régime fédéral qui ne fonctionne pas.

Comme toujours, le débat nous apportera son lot de déclarations alarmistes, du genre : « Assez parlé, c'est le temps d'agir, sinon nous allons perdre notre système public de santé, fibre première de notre tissu social (...) ».

Le gouvernement Landry, qui se prépare à déclencher des élections, répétera que « l'argent est à Ottawa, les problèmes dans les provinces ». Avec raison, faut-il admettre.

Vous n'êtes pas d'accord ? Prenez la une de *La Presse* d'hier matin, ça saute aux yeux. Au-dessous du pli, comme on dit dans le jargon : Jean Chrétien propose un grand plan pancanadien aux provinces dans lequel elles devront faire rapport de leurs dépenses en santé. De la grosse *game* politique.

En haut du pli, en manchette : *Finies les chirurgies de la hanche et du genou*, où on apprend que des hôpitaux n'offrent plus de chirurgie du genou ou de la hanche parce qu'ils sont à court de fric. Des problèmes bien concrets, de ceux qui occupent le ministre de la Santé

18 heures par jour ces temps-ci.

Pas convaincu ? Prenez alors votre *Presse* de mardi, c'est encore plus frappant. Page A8, la ministre de la Santé Anne

McLellan énumère les grandes priorités de son gouvernement en santé (soins à domicile, coûts des médicaments, etc.). Du gros blabla politique.

Tournez la page, en A10, retour dans le vrai monde : Legault rencontre les spécialistes, le point sur le nouveau CHUM, la gestion des lits des urgences...

Mais dites-moi : qu'est-ce qu'ils en savent, à Ottawa, des problèmes de budget de tel ou tel hôpital, des listes d'attente dans telle ou telle spécialité, des urgences bondées...

Rien, sinon que les sondages disent que la santé est la préoccupation première des Canadiens. Alors pour coller aux préoccupations des Canadiens, Ottawa veut bien ajouter de l'argent dans la santé, mais pour être sûr d'avoir sa part de retombées politiques, il exige aux provinces de rendre des comptes.

Comme si la gestion des réseaux de santé public n'était pas déjà assez compliquée, faut-il vraiment que le gouvernement fédéral vienne y ajouter son grain de sel ?

Les vertus de la transparence, tout le monde s'entend là-dessus. Sur le principe,



du moins. Personne ne peut s'opposer à la transparence et aux échanges de bonnes idées. C'est la manière qui fait problème. Le bruit assourdissant des

gros sabots d'Ottawa gêne les discussions.

Le plus simple serait encore qu'Ottawa se retire des plates-bandes provinciales, qu'il transfère les fonds en santé et laisse ceux qui s'y connaissent gérer les réseaux de santé.

Le principal problème de la formule actuelle de négociation fédérale-provinciale est que les enjeux sont davantage dictés par les échéanciers électoraux d'Ottawa et des provinces que par la volonté profonde d'améliorer le système.

Année après année, le même scénario se répète. À l'approche du budget fédéral (normalement en février), les provinces dressent une impressionnante liste d'épicerie. Elles promettent la guerre. Le gouvernement péquiste Québec déchire sa chemise devant le mépris d'Ottawa, qui impose ses choix budgétaires malgré la grogne.

Il y a quelques années, en pleines négociations sur l'union sociale à Victoria, la ministre de la Justice de l'époque, Anne McLellan,

avait éclaté de rire devant tous ses collègues provinciaux en lisant la manchette d'un quotidien anglophone : « Tiens, les provinces veulent plus d'argent, c'est très original ! » avait-elle lancé en pouffant. Il y a des jours où les provinces ont un peu raison de dénoncer l'arrogance du fédéral.

L'idée de rendre des comptes à Ottawa rend allergiques la plupart des provinces, et en particulier le Québec. Bernard Landry affirme que le bilan de son gouvernement en santé est déjà public et que la population est parfaitement capable d'en juger. Les sondages d'opinion lui donnent en effet cruellement raison : les Québécois ont déjà jugé de la performance du gouvernement.

Dans la présente négociation, le gouvernement péquiste a tout intérêt à ce que les pourparlers avec Ottawa échouent. De l'autre côté de la table, Jean Chrétien fait depuis 10 ans une véritable fixation sur les fameux « standards nationaux » (des indicateurs de performance des provinces) en santé. C'est bien mal parti.

À propos, où est Paul Martin quand on a des vraies questions à lui poser ?

Proposition en trois points d'Ottawa aux provinces

Soins de première ligne, soins à domicile et assurance-médicaments

DENIS LESSARD

TORONTO — Chaque province devra chaque année faire rapport à sa population sur l'état de son système de santé. La mise en place de groupes de médecine familiale, le développement des soins à domicile et une assurance « catastrophe » pour payer les médicaments font aussi partie des « conditions » proposées par Ottawa pour injecter plus d'argent dans les transferts pour la santé.

En marge de la conférence des provinces hier à Toronto, circulait la proposition détaillée d'Ottawa, transmise mardi aux premiers ministres par la titulaire de la Santé, Anne McLellan. Dans sa lettre à ses homologues mercredi, le premier ministre Chrétien prévenait que « l'acceptation par tous les premiers ministres du plan de renouvellement du système de santé se traduira par une hausse importante de l'investissement fédéral en santé. Ce plan et les sommes qui y seraient rattachées seront, souhaite Ottawa, au coeur de la conférence fédérale provinciale des 4 et 5 février.

Le « projet » d'accord du gouvernement fédéral, qui circulait hier, est beaucoup plus détaillé que le discours de Mme McLellan livré mardi à Ottawa.

Objectifs

Pour Ottawa, les provinces doivent s'engager à « augmenter la transparence et l'imputabilité de

notre système de santé. À plus long termes les objectifs sont :

- >un accès à un professionnel de la santé 24 heures sur 24, sept jours sur sept ;
- >un accès dans les meilleurs délais à un diagnostic et à des traitements ;
- >ne pas avoir à répéter des tests à chaque professionnel rencontré ;
- >un accès à des soins à domicile de qualité ;
- >un accès aux médicaments nécessaires sans éprouver de contraintes financières.

Trois priorités

Pour Ottawa, un accord avec les provinces nécessite qu'elles s'engagent à aiguiller le financement supplémentaire à trois priorités : les soins de première ligne, les soins à domicile et une assurance médicaments « catastrophe » qui mettraient les citoyens à l'abri de factures de pharmacie faramineuses.

>Soins de première ligne : pour Ottawa toutes les provinces devraient s'engager à ce que 50 % de leur population soit inscrite dans un groupe de médecine familiale d'ici cinq ans.

>Soins à domicile : d'ici 2006, les provinces devraient avoir mis en place un programme de soins à domicile assurant des soins professionnels, de l'équipement médical et des médicaments. Ottawa ajustera ses programmes d'assurance-emploi et son code du travail pour faciliter la vie aux personnes « aidantes ».

>Médicaments : avant la fin de 2005, les provinces devraient mettre en place pour tous les citoyens un programme d'assurance-médicaments « catastrophe », une couverture qui les mettra à l'abri de factures importantes et imprévues. Le Québec va déjà plus loin avec un régime qui couvre tous les frais au delà d'une franchise.

Équipement et information

Comme en septembre 2000, Ottawa promet du financement pour un fonds distinct pour l'achat d'équipement. Mais dès 2004, les provinces doivent accepter de faire rapport à leurs citoyens à chaque année des améliorations apportées au parc d'équipement.

Aussi Ottawa financera une « inforoute » de la santé pour favoriser le partage d'information. Les provinces doivent s'engager à développer des dossiers médicaux électroniques et la télémédecine.

Indicateurs

Aussi les provinces doivent s'engager à ajouter aux indicateurs déjà convenus en septembre 2000.

Elles doivent faire des rapports réguliers sur :

- >le pourcentage de la population qui a un médecin de famille ;
- >le pourcentage de médecins qui acceptent de nouveaux patients ;
- >le nombre de groupe de médecine familiale et d'équipes multidisciplinaires, par région ;
- >le pourcentage de la population qui a accès à des soins 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Pas question de référendum régional sur l'entente avec les Innus

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Le ministre Rémy Trudel rejette l'idée d'un référendum régional pour décider du sort du traité éventuel qui pourrait intervenir entre les Innus, le Québec et le gouvernement fédéral.

« La majorité déciderait pour des droits d'une minorité qui sont reconnus par la Cour suprême du Canada », dit-il pour expliquer son opposition.

Le ministre des Affaires autochtones réagissait ainsi à une suggestion de la Fondation équité territoriale, un regroupement de citoyens non-autochtones, qui exige l'abandon du projet de l'entente de principe avec les Innus. Le groupe demande un moratoire sur les négociations ainsi que la reconnaissance de la non partition du territoire québécois ».

En commission parlementaire, hier, l'ancien maire de La Baie, au Saguenay, et porte-parole du regroupement, Réjean Simard, a affirmé que le gouvernement Landry est en train « d'acheter la paix pour faciliter les négociations » avec les Innus. En outre, tel que rédigé présentement, il croit que « l'accord nous oblige à négocier en vaincus ».

M. Simard compare cette entente à une « convention collective » qu'il faut rejeter en bloc. Il prône plutôt des « solutions locales » qui seraient, selon lui, « plus simples et appropriées », mais il ne croit pas que la recommandation du rapport Chevette, sur la création de tables régionales de discussion, suffirait à remplir ces conditions.

Les Innus présents à cette pré-

sentation en commission parlementaire à Québec ont réagi rapidement en déclarant que la Fondation équité territoriale niait leurs droits et déformait la réalité.

« Ce sont les malentendus qui créent toujours les malentendus », a résumé le chef Raphaël Picard. Quant à un référendum sur l'entente, il a été on ne peut plus clair : « Est-ce que le Québec accepterait que les provinces de l'Ouest décident pour eux de l'avenir politique du Québec ? »

Auparavant, la juriste de l'Université de Montréal, Andrée Lajoie, a donné des réponses simples et précises à des questions que plusieurs se posent sur l'entente avec les Innus. Elle ne pense pas que l'accord « implique une affirmation de la légitimité du rapatriement de la Constitution » de 1982 pour répondre à Jacques Parizeau.

Mme Lajoie ajoute que l'entente ne crée pas non plus un troisième ordre de gouvernement en accordant des territoires en pleine propriété aux Innus. Elle a surtout établi la « préexistence d'ordres juridiques autochtones ».

« Les autochtones, y compris les Innus, étaient là avant nous, leurs droits ancestraux sont préexistants à l'affirmation de la souveraineté britannique et même française sur ce continent et c'est à eux de les définir. »

Les travaux de la commission parlementaire sur l'entente avec les Innus se poursuivront le 4 février prochain. Si l'horaire reste le même, on y entendra alors l'ancien député bloquiste Ghislain Lebel qui avait dénoncé l'accord de façon virulente en août dernier.

ENCAN FINAL
 LES AVOCATS D'UN IMPORTATEUR NOUS ONT DONNÉ LE MANDAT DE VENDRE DES TAPIS PERSANS, DES MEUBLES DE LUXE IMPORTÉS ET DES PEINTURES À L'HUILE.
 Pas de mise à prix ni réserve sur la plupart des articles
 Nous devons vendre à l'encan le contenu d'un conteneur de 40 pieds. Tous les droits de douane ont été acquittés et les avocats de l'importateur nous ont ordonné de tout vendre à l'encan, pièce par pièce. Stock comprenant meubles italiens, peintures à l'huile originales, impressionnante collection de tapis orientaux faits main, chefs-d'oeuvre en soie, nombreux tapis persans (iraniens) de différentes dimensions allant de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 18 pi et beaucoup plus encore.
 Afin de mettre fin au bail, une entente finale est intervenue avec le propriétaire afin de vendre les marchandises directement de l'entrepôt.
DIMANCHE 26 JANVIER À 13 H PRÉCISES
 (INSPECTION À COMPTER DE 12 H 30)
 au 2111-E, boul. St-Régis, Dollard-des-Ormeaux
 (Transcanadienne, des Sources Nord, à droite sur Brunswick, à droite sur Deacon et à gauche sur St-Régis)
 Paiement: MASTERCARD, VISA, COMPTANT

VENTE EXCLUSIVE

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX
 À LA DEMANDE GÉNÉRALE - CE N'EST PAS UN ENCAN
 6 heures seulement
PREMIER ARRIVE, PREMIER SERV!
TOUS LES TAPIS **AUSSI EN GRANDES DIMENSIONS**
1000\$, 1500\$, 2000\$
 PAYEZ ET EMPORTEZ SEULEMENT TROIS PRIX
Venez choisir le vôtre.
DIMANCHE 26 janvier - 12 h à 18 h
 chez
LIQUIDATEURS ROYAL
 5814, AV. DU PARC, MONTRÉAL (514) 272-4778

Soldes actuels
 CONTEMPORAINE
TOUS NOS MANTEAUX CONTEMPORAINE
 COUPE RÉGULIÈRE ET PETITE
19.99
 Rég. jusqu'à 75.00
SÉLECTION DE BLOUSES CONTEMPORAINE COUPE RÉGULIÈRE ET PETITE
99.95
 Rég. jusqu'à 395.00
 Excluant le cuir, le suède et les peaux lainées
SÉLECTION DE PANTALONS CUIR ET SUÈDE
 CONTEMPORAINE COUPE RÉGULIÈRE ET PETITE
99.95
simons
 QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

| RÉFORME DU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES |

Si la loi n'est pas adoptée, il y aura des élections

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien persiste dans son intention de déposer dès la semaine prochaine aux Communes un projet de loi sur la réforme du financement des partis politiques, qui interdira les contributions des grandes entreprises et des syndicats, malgré le mécontentement que cela soulève chez certains membres de son aile parlementaire.

À la sortie d'une réunion de planification de son cabinet hier, qui a duré toute la journée, M. Chrétien a même réitéré qu'il entendait faire de ce projet de loi un vote de confiance et que, si jamais il perdait ce vote aux Communes, il déclencherait des élections et mènerait lui-même son parti aux urnes.

« Si je déclenche des élections, a-t-il dit, je serai toujours le chef du Parti libéral. C'est dans la loi. Ce n'est pas moi qui ai écrit la loi. Mais je ne m'attends pas à perdre un seul vote aux Communes. »

Le premier ministre a rappelé certains faits hier, notamment qu'il avait été élu par les Canadiens en novembre 2000 pour diriger le pays pour toute la durée du mandat et qu'il n'avait pas l'intention de céder sa place à quiconque. « J'ai dit aux Canadiens que je serai leur premier ministre pendant ce mandat et c'est ce que je vais faire. Et je suis heureux de le faire », a répété le chef du gouvernement qui a refusé de répondre à la question d'un journaliste qui voulait savoir si Paul Martin serait un bon choix pour les Canadiens, étant donné qu'il a l'appui de la majorité des membres du caucus libéral.

Au sujet de sa loi sur le financement des partis politiques, M. Chrétien a révélé qu'il pensait depuis longtemps à cela. Il ne partage pas sur cette question le point de

vue de la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, qui a affirmé hier que si le gouvernement avait eu tant de difficulté à faire adopter la ratification du protocole de Kyoto, c'est que les grandes entreprises, qui alimentent la caisse électorale du PLC, ont eu une influence indue sur les élus. « C'est d'abord une question de perception, a dit Jean Chrétien, et je ne pense pas que les grandes contributions financières nous influencent vraiment. Les grandes banques, par exemple, ont toujours donné généreusement à notre parti politique, aux conservateurs et aux autres. Et lorsqu'est venu le temps pour elles de tenter de se fusionner, nous avons dit non. Alors cela ne nous influence pas. »

Le premier ministre a déclaré qu'il souhaitait par ce projet de loi donner au Canada des institutions qui aient leur propre personnalité. « Quand je vois, a-t-il expliqué, ce qui se passe aux États-Unis, je trouve que c'est épouvantable. On dit qu'un membre du Congrès américain doit passer le tiers de son temps à amasser des fonds pour les prochaines élections. Ici, nous voulons que les gens aient la capacité d'être libre, de faire leur devoir, c'est-à-dire de légiférer. »

Par ailleurs, à l'issue de cette retraite du cabinet, qui a porté également sur tous les autres projets à venir du gouvernement, notamment sur la santé et la question irakienne, le premier ministre a annoncé qu'il y aura encore des excédents budgétaires en 2002-2003 et que le gouvernement présentera son sixième budget consécutif équilibré en février.

Selon diverses sources, M. Chrétien accroît les pressions ces jours-ci sur son ministre des Finances, John Manley, afin que celui-ci augmente le niveau des dépenses publiques en raison de ces surplus



Le premier ministre Chrétien a indiqué, geste à l'appui, sa ferme intention de réformer le financement des partis politiques lors d'une réunion du cabinet hier.

Photo CP

qui seront beaucoup plus importants que prévu — de l'ordre de deux milliards de plus par année. On parle, dans l'entourage du cabinet, de surplus attendus de l'ordre de sept milliards cette année et de 10 milliards l'année prochaine. Au ministère des Finances, ces excédents sont estimés à cinq et à huit

milliards. D'avril à novembre 2002, annonçait mercredi le ministère des Finances, l'excédent budgétaire était déjà de 8,2 milliards de dollars, soit le double de ce qu'avait anticipé M. Manley.

M. Chrétien a rappelé hier qu'il avait discuté de divers projets avec ses ministres, soit un programme

ambitieux de dépenses non seulement en santé, mais dans des domaines aussi variés que ceux de la Prestation fiscale pour enfant, de l'environnement, des infrastructures urbaines et de la défense. Il s'agira en février du dernier budget que présentera le gouvernement sous le règne de Jean Chrétien.

| CONGRÈS À LA DIRECTION DU NPD |

Nystrom abandonne et donne son appui à Bill Blaikie

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — À quelques heures seulement du vote des militants néo-démocrates, un des principaux organisateurs de la campagne au leadership du député Lorne Nystrom jette l'éponge en annonçant qu'il appuiera son collègue Bill Blaikie, l'un des deux favoris pour remporter la bataille demain à Toronto, s'il doit y avoir un deuxième tour de scrutin.

Le député de la Nouvelle-Écosse Peter Stoffer, le seul au sein du caucus néo-démocrate à appuyer M. Nystrom durant cette course, a fait part de sa décision à son poulain ainsi qu'à M. Blaikie il y a deux semaines déjà.

Ce rebondissement survient au moment où certains membres influents du parti tentent de tout mettre en oeuvre pour barrer la route au conseiller municipal de Toronto, Jack Layton, qui détiendrait une avance certaine sur le député Blaikie dans la faveur des 82 000 membres du parti.

M. Layton, qui est natif de Hudson, au

Québec, et qui est bilingue, ne détient pas de siège à la Chambre des communes et certains de ses adversaires ne se sont pas gênés pour dire que son manque d'expérience parlementaire pourrait nuire aux chances du NPD de redevenir un acteur crédible sur la scène politique fédérale.

« Il n'a jamais réussi à s'attirer la faveur des gens qui se sont joints au parti durant la campagne », a lancé M. Stoffer au sujet de son candidat, Lorne Nystrom, dont il coprésidait la campagne.

Cette décision de M. Stoffer est un dur coup pour M. Nystrom, député affable de la Saskatchewan qui en est à sa troisième tentative de devenir chef du NPD en près de 30 ans. Il n'a pas encore réagi aux intentions de M. Stoffer.

Selon un sondage réalisé par la firme Environnics, M. Layton aurait le soutien de 42 % des électeurs qui appuient le NPD pour devenir le prochain chef du parti, soit une avance confortable sur Bill Blaikie, qui jouit de l'appui de 23 % des néo-démocrates. M.



Lorne Nystrom

Photothèque La Presse

Nystrom est loin derrière à 18 %, selon ce sondage dont la marge d'erreur est de 4,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Durant cette course, M. Layton est également celui qui a réussi à recueillir le plus d'argent auprès des membres du parti, récoltant 500 000 \$ entre juin et novembre derniers. Cette somme est plus que le double de ce qu'a obtenu M. Blaikie durant cette même période, soit 200 000 \$. Quant à M. Nystrom, il a recueilli seulement 90 000 \$.

Les militants sont appelés à élire leur chef en fin de semaine à Toronto au terme d'une campagne qui a suscité peu d'intérêt dans les médias nationaux bien que 23 débats aient été organisés entre les six candidats. Les autres candidats sont le député de Windsor-Saint-Clair, Joe Comartin, le Québécois

Pierre Ducasse et la féministe Bev Meslo, de la Colombie-Britannique.

Les dirigeants du parti ont tout de même innové durant cette course au leadership puisque pour la première fois dans l'histoire du pays les membres du parti pourront voter par Internet. Ils peuvent aussi voter par courrier ou sur place le jour du congrès où sont attendus quelque 1200 délégués.

Ceux qui ont choisi de voter à l'avance devaient indiquer leur deuxième, troisième et quatrième choix advenant qu'il y ait plus d'un tour.

Durant ce congrès, les militants seront appelés à voter aussi sur une série de résolutions dont plusieurs ont une teneur anticapitaliste. Ainsi, de nombreuses associations de comté réclament le retrait du Canada de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), estimant qu'il n'a servi qu'à remplir les goussets des grandes entreprises au lieu de réduire les inégalités entre les riches et les pauvres au pays.

Une autre résolution, présentée par l'association de la circonscription d'Ottawa-Sud, propose de « former une coalition avec des groupes et des organismes de même pensée avec pour objectif la création d'un journal national de gauche » afin de faire contre-poids au quotidien *National Post* qui, selon les membres de cette association, « a été créé pour faire passer l'électorat canadien à droite de l'échiquier politique ».

Tout indique que les militants du parti se prononceront catégoriquement contre une participation du Canada à une éventuelle intervention militaire des Américains contre l'Irak puisque plusieurs résolutions en ce sens ont été soumises.

Fait à noter, les militants n'ont soumis aucune résolution touchant l'unité nationale.

PLACE VERSAILLES
LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

VENTE TROTTOIR

Rock 'N' Roll

Nombreux Rabais

Groupe de musique Rock 'N' Roll sur la promenade

Judi et vendredi de 16h à 20h
Samedi et dimanche de Midi à 16h

juste jusqu'au 2 février

PLACE VERSAILLES
LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

PLUS DE 225 MAGASINS
INCLUANT LA BAIE, ZELLERS, ROMA ET MAXI
TUNNEL LAFONTAINE ET RUE SHERBROOKE EST, MÉTRO RADISSON

RADISSON

3107350

Promotion **Bio Actif**

Change d'air, tu m'inquiètes!

Les mâchoires serrées, le visage tendu, le front crispé et les yeux cernés sont des symptômes du stress.

On fait de plus en plus d'efforts pour de moins en moins de résultat. On est au bout de son rouleau. On peut difficilement cacher que ça va mal.

C'est clair comme de l'eau de roche, il faut se ressaisir. On peut débiter par deux indices d'équilibre : par le biais d'une activité physique afin d'éliminer la tension et la frustration et par le biais d'un supplément alimentaire, car c'est couru d'avance plus on est stressé plus l'organisme puise dans ses réserves de vitamines. Le stress dévore littéralement les vitamines.

Bio-Sirum-Formule-Stress, une sécurisation professionnelle, attribue une assistance de premier plan dans l'étape initiale pour lutter contre les symptômes du stress, chaque ampoule contenant des ingrédients et des vitamines anti-stress. (Din : 022242501) Avec Bio-Sirum disons que ça part bien.

EN SUPER SPÉCIAL chez **JEAN COUTU**

3108069

Louise Beaudoin est outrée

OTTAWA — La ministre d'État aux relations internationales du Québec, Louise Beaudoin, est outrée du comportement du ministre des Affaires étrangères du Canada, Bill Graham, qui a annoncé avant-hier une vaste consultation auprès des Canadiens pour réfléchir sur le rôle que devrait jouer le Canada dans le monde.

Mme Beaudoin, qui participe actuellement au troisième Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, reproche au chef de la diplomatie canadienne de refuser de la rencontrer pour entendre le point de vue du Québec sur tous les dossiers internationaux qui le concerne.

24e édition

Salon national de l'habitation

31 janvier au 9 février 2003

Ne manquez pas ce cahier spécial demain dans **La Presse**

Poignez pas les nerfs... changez de poignée!

PLUS BAS
prix
GARANTI

Remise à neuf
de 8 bâtons avec

Kelmac
The Soft One

Seulement **17⁹⁸**
Prix ord. 64⁰⁰
(pose comprise)

ÉCONOMISEZ 45 \$

Pourquoi remettre vos poignées à neuf?

Imaginez-vous un peu la perte de contrôle si vous n'aviez plus de prise sur le volant de votre voiture. Même chose pour les poignées, l'interface cruciale entre les mains et le bâton. Mais les poignées sont délicates et se détériorent :

- aux rayons ultraviolets du soleil;
- à la chaleur étouffante du coffre;
- au contact de l'ozone dans l'air...
- et de la sueur, du gras et de la saleté des mains.

Parce qu'une poignée défraîchie vous fait perdre la « touche » essentielle à la maîtrise de vos coups, songez à remettre vos poignées à neuf au moins une fois l'an si vous jouez souvent.



Services de l'atelier du pro

Vous jouerez mieux avec des bâtons ajustés!

- Ajustement de l'inclinaison et du tracé des tiges
- Réglage des fers droits
- Bâtons allongés ou raccourcis
- Remise à neuf des tiges
- Remise à neuf des têtes (époxyde)
- Remise à neuf des poignées

PROMOTION POIGNÉES : 2 POUR LE PRIX D'UNE

Pose seulement 1 \$ la poignée.



The Soft One

2⁹⁸ la paire
Prix ord. 6⁹⁹ l'unité



Tour Velvet Wrap

3⁹⁹ la paire



Tour Velvet

5⁹⁹ la paire



Tour Wrap Midsize

5⁹⁹ la paire



Tour Wrap

5⁹⁹ la paire



Womens Softie

6⁹⁹ la paire



Players Softie

6⁹⁹ la paire



Tour Velvet Midsize

6⁹⁹ la paire



Mens Softie

6⁹⁹ la paire



Softie Midsize

7⁹⁹ la paire



V-50

7⁹⁹ la paire



Players Softie Midsize

7⁹⁹ la paire



Victory Half Cord

9⁹⁹ la paire



Victory Full Cord

9⁹⁹ la paire



Whisper

10⁹⁹ la paire



Players Softie Cord

12⁹⁹ la paire



Tour Wrap Full Cord

12⁹⁹ la paire



Tour Velvet Cord

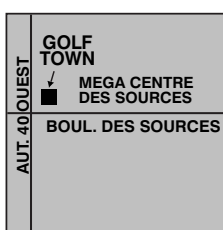
14⁹⁹ la paire

PROMOTION SPÉCIALE!

Toutes poignées Winn et toutes remises à neuf de tiges

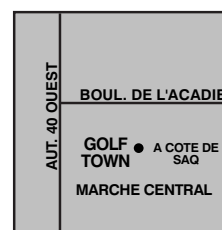
- 25 %
(pose en sus)

Pointe-Claire



2315-A Transcanadienne
(514) 693.0055

Montréal



1001, rue du Marché central
(514) 382.4666

GOLF TOWN
Tout pour le golf
www.golftown.com

Heures d'ouverture : 9 h à 18 h lun. et mar.; 9 h à 21 h mer. au ven.; 9 h à 17 h le sam.; 10 h à 17 h le dim.

EXPRESS INTERNATIONAL

PALESTINE
Trois soldats tués

TROIS SOLDATS israéliens ont été tués hier alors qu'ils montaient la garde au carrefour de Kvasim, au sud de Hébron en Cisjordanie, selon un porte-parole de l'armée. Les forces de sécurité israéliennes poursuivaient leurs opérations dans le secteur pour retrouver le ou les assaillants. L'attaque a été revendiquée par les Brigades Ezzeddine Al-Qassam, branche armée du du Hamas.— d'après AFP

RUSSIE
Défense antimissile

LA RUSSIE n'exclut pas « la possibilité d'un travail commun (avec les États-Unis) pour se doter d'une défense antimissile », a déclaré hier le président Vladimir Poutine. Il a mis l'accent sur la défense des intérêts de la Russie et de son savoir-faire en matière de défense antimissile, laissant entendre qu'il était opposé à des contacts directs entre entreprises russes et américaines. « Tout le travail doit être centralisé et dirigé depuis un centre unique, de façon à ce que nos inventions ne nous échappent pas ».— d'après AFP

PARAGUAY
Destitution

LE SÉNAT du Paraguay a entamé hier une procédure en vue de l'éventuelle destitution du président Luis Gonzalez Macchi pour corruption et mauvaise gestion à la tête de ce pays. Au terme de cette procédure qui durera jusqu'au jusqu'au 7 février, le Sénat se prononcera sur le sort de Macchi, accusé notamment du détournement de 16 millions US de la Banque centrale sur un compte particulier à la Citibank de New York et de l'achat par la présidence d'une automobile blindée volée au Brésil.— d'après AFP

BOLIVIE
Épreuve de force

LES « COCALEROS » et le président bolivien Gonzalo « Goni » Sanchez de Lozada (libéral) ont engagé hier une épreuve de force après le refus de ce dernier d'autoriser une reprise partielle de la culture de la coca. Le dirigeant des producteurs, Evo Morales, député de gauche radicale et chef de file du plus important groupe parlementaire d'opposition, a exprimé sa crainte que la situation ne débouche sur des affrontements armés.— d'après AFP

PÉROU
Explosion

AU MOINS sept militaires ont été tués et 28 blessés à la suite de l'explosion d'un dépôt de poudre hier matin au Pérou, dans une caserne à Tumbes, ville frontalière avec l'Équateur, a annoncé le maire de la ville. La caserne où s'est produite l'explosion, siège de la 9^e division blindée de l'Armée de terre, est située à un kilomètre du centre-ville. On ignore les causes de la déflagration.— d'après AFP

Les chavistes descendent dans les rues de Caracas: un mort dans une explosion

Agence France-Presse

CARACAS — Des centaines de milliers de partisans du président Hugo Chavez « ont pris » hier les rues de Caracas en réponse aux marches quotidiennes de l'opposition qui a subi mercredi un revers avec la suspension du référendum qu'elle voulait organiser le 2 février sur le mandat du président vénézuélien.

Au moment où le président vénézuélien traversait sur un camion la foule réunie sur l'avenue Simon Bolivar, à quelques centaines de mètres de là, sur l'avenue Mexico, une personne a été tuée et six autres blessées, dont une grièvement, dans une explosion près de la station de métro Bellas Artes.

Des centaines de milliers de sympathisants de Chavez ont défilé en scandant son nom et en brandissant son portrait au 53^e jour du mouvement de grève de l'opposition.

Aucun autre incident n'avait jusqu'alors été signalé, selon le général Lucas Rincon Romero, ministre de l'Intérieur et de la Justice. Depuis le début de l'année, trois manifestants ont été tués et des dizaines d'autres blessés dans de violents affrontements entre partisans et opposants du président vénézuélien qui ont émaillé les rassemblements quotidiens des dernières semaines.

L'opposition avait appelé ses sympathisants à rester chez eux et les rues de la capitale étaient à moitié désertes hier matin. En revanche, des manifestations anti-Chavez devaient se dérouler dans tout le pays.

À Caracas, les manifestants étaient venus aussi de province en autobus et même en avion. Sur l'autoroute Francisco Fajardo qui traverse la ville, ils étaient des dizaines de milliers scandant « Hugo Chavez ne s'en va pas » et « Nettoyage de la PDVSA (Société publique des Pétroles de Venezuela) », dans un cortège dominé par la couleur rouge au milieu des drapeaux vénézuéliens.



Carlos Sanchez, à gauche, porte un béret rouge, signe distinctif des partisans de Hugo Chavez. Ils étaient des centaines de milliers à marcher dans les rues de Caracas, hier, pour manifester leur appui au président du Venezuela.

Quelque 1700 cadres de la PDVSA ont été licenciés, selon les grévistes cités hier par le quotidien *El Universal*. Toutefois, la production pétrolière reprend peu à peu. Elle a atteint les 714 999 barils/jour, soit 22 % de la production normale, selon les grévistes, alors que Chavez affirmait mercredi qu'elle avait dépassé le million de barils/jour.

Les organisateurs de la manifestation, qui marquait aussi le 45^e anniversaire de la chute du dictateur Marcos Perez Jimenez, avaient mis en place un service d'ordre pour tenter d'éviter des dérapages.

La suspension mercredi du référendum consultatif a déclenché « l'indignation » des dirigeants de l'opposition, qui en avaient fait leur premier objectif. Carlos Ortega, le président de la Centrale des travailleurs du Venezuela (CTV), à la tête du mouvement avec le patronat et les partis politiques de droite réunis dans la Coordination démocratique, a estimé que la décision du tribunal était « une agression contre le peuple vénézuélien ».

L'opposition va désormais examiner les propositions de l'ancien président américain Jimmy Carter

pour trouver une sortie pacifique à la crise. Ce dernier a proposé l'organisation d'un référendum sur le maintien au pouvoir de Chavez, fixé au 19 août prochain, ou un amendement constitutionnel sur la réduction de la durée du mandat présidentiel qui ouvrirait la porte à des élections.

Ces propositions, qui ont été approuvées hier par le gouvernement Bush, sont présentées aujourd'hui à Washington au « Groupe des pays amis » du Venezuela, qui appuie les efforts de médiation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, César Gaviria.

| CÔTE D'IVOIRE |

Abidjan accuse le Liberia de soutenir les rebelles

Agence France-Presse

ABIDJAN — L'état-major ivoirien a accusé hier l'armée libérienne de combattre avec les rebelles de l'Ouest ivoirien alors que le président Laurent Gbagbo arrivait en France, où la table ronde ivoirienne a abordé la question cruciale de son maintien au pouvoir.

L'état-major ivoirien a affirmé que la « participation des forces régulières libériennes aux côtes des rebelles (de l'Ouest ivoirien) est une certitude aujourd'hui », et a accusé ces rebelles d'être impliqués dans l'attaque de Toulépleu (extrême Ouest).

Les combats, commencés dans cette zone depuis mercredi selon l'armée ivoirienne, se poursuivaient hier, selon l'armée française. « On en ignore l'ampleur et l'intensité. »



Le président ivoirien Laurent Gbagbo salue la foule en roulant vers l'aéroport d'Abidjan où il a pris l'avion à destination de Paris.

Les forces françaises en Côte d'Ivoire ont par ailleurs affirmé que des « bandes » s'étaient infiltrées dans l'Ouest en provenance du Liberia voisin. « Il est maintenant avéré que des bandes importantes « d'incontrôlés » venant du Liberia ont fait intrusion en territoire ivoirien dans la région de Toulépleu depuis le 22 janvier après-midi. »

Sans faire de lien avec l'attaque dont l'armée ivoirienne affirme être l'objet depuis cette date dans cette zone, le commandement de l'opération militaire française *Licorne* a estimé que la présence de ces « incontrôlés » était susceptible de remettre en cause l'accord de cessation des hostilités en vigueur depuis le 13 janvier dans l'ouest.

Les forces françaises ont annoncé qu'elles ne s'opposeraient pas à l'utilisation des hélicoptères de combat Mi-24, théoriquement cloués au sol sur ordre du président Gbagbo à la demande de la France.

En tout état de cause, le « statu quo issu de la signature (le 13 janvier) de la cessation des hostilités entre le gouvernement ivoirien et les mouvements rebelles de l'Ouest » semble avoir vécu.

Alors que la situation semble dégénérer sur le terrain, Laurent Gbagbo est arrivé à Paris en vue du sommet de chefs d'État ouest-africains qui, théoriquement, doit entériner ce week-end les résultats de neuf jours de négociations entre formations politiques et rebelles ivoiriens à Marcoussis (sud de Paris).

De son côté, le président libérien, Charles Taylor, a annulé sa participation au sommet, pour des raisons logistiques, selon un de ses conseillers.

À Marcoussis, les négociations, qui doivent permettre de trouver une issue politique à la crise que traverse l'ancienne colonie française depuis quatre mois, sont entrées dans leur ultime phase hier, en abordant le sujet le plus crucial : celui du maintien au pouvoir du président Gbagbo.

La question d'une éventuelle présidentielle anticipée, qui est réclamée par les rebelles et le principal parti d'opposition (Rassemblement des républicains), est « décisive » et « conditionne tous les consensus qui se sont dégagés ces derniers jours, sur l'éligibilité comme sur l'entrée des rebelles dans un gouvernement d'union », selon une source proche des négociateurs.

ROOTS HOME
1035 ST. CATHERINE ST. W.
WWW.ROOTS.COM
1-877-92-ROOTS

20% SUR TOUTES LES COMMANDES SPÉCIALES

SOLDE

JUSQU'À **50%**

D'ESCOMPTE SUR MEUBLES SÉLECTIONNÉS ET ACCESSOIRES

17 JAN. - 9 FÉV.

Promotion Bio-Actif

Personne ne bouge!

Personne ne bouge quand ses articulations souffrent, quand ses articulations font mal, cette douleur est définie par une usure qui peut toucher les grosses comme les petites articulations.

Le système de vie d'une articulation c'est l'activité, c'est la bougeotte, une articulation il faut que ça grouille, il suffit donc d'effectuer de petits déplacements, de petits roulements, de petites tractions légères d'intensité faible plusieurs fois par jour.

Une articulation fatiguée a été mal nourrie, on doit donc, et c'est le gros bon sens, consommer tout ce dont cette articulation demande pour redevenir performante.

Flex-O-Flex Chondrin possède une formule de dix des meilleures solutions pour nourrir les articulations dans les cas les plus résistants. Oui, dix cofacteurs naturels qui aident la flexibilité des jointures. Oui, dix actifs apaisants et nourrissants, dix ingrédients arthro-flex. Dix atouts polyactifs représentant 800 mg d'ingrédients par comprimé, c'est beaucoup.

Flex-O-Flex Chondrin, produit plurifactoriel concoure à un résultat... venir à bout de votre affliction articulaire.

EN SUPER SPÉCIAL chez JEAN COUTU

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

lotto	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
649	2003-01-22	6/6: 2 5/6+: 3 5/6: 185 4/6: 11 785 3/6: 223 876	2 500 000,00 \$ 202 709,80 \$ 2 629,70 \$ 79,10 \$ 10,00 \$
Complémentaire: (24)		Ventes totales: 13 984 347 \$ Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	

Québec	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
49	2003-01-22	6/6: 0 5/6+: 0 5/6: 31 4/6: 1 001 3/6: 19 894	1 000 000,00 \$ 50 000,00 \$ 500,00 \$ 50,00 \$ 5,00 \$
Complémentaire: (48)		Ventes totales: 596 698,00 \$	

Lots bonus Double Jeu

Tirage du	GAGNANTS	LOTS
2003-01-22	02 18 19 48 28 31 33 45 16 20 22 48	50 1 000,00 \$ 44 568,18 \$ 60 416,67 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Quintuplé	Tirage du	NUMÉRO
2003-01-23	2003-01-23	152679
③ 942	④ 3317	NUMÉRO: 021023

Extra	Tirage du	NUMÉRO
2003-01-23	2003-01-23	152679
③ 942	④ 3317	NUMÉRO: 021023

Panéo	Tirage du	NUMÉRO
2003-01-23	2003-01-23	152679
04 05 11 15 18 23 27 30 31 36 37 38 41 43 53 55 61 62 65 68		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEU**

Beaudoin favorable à une consultation sur les effets de la mondialisation au Québec

PASCALE BRETON

PORTO ALEGRE — Le Québec devrait prendre exemple sur l'Organisation internationale du travail (OIT) et entreprendre une consultation nationale pour étudier les dimensions sociales de la mondialisation, s'assurant ainsi que personne ne manque le bateau.

C'est ce qu'a proposé hier la ministre d'État aux Relations internationales, Louise Beaudoin, après un entretien avec le directeur général de l'OIT, Juan Somavia, de passage au Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, avant de se rendre au Forum économique mondial de Davos.

Il y a près d'un an, l'OIT a en effet mis sur pied une commission mondiale de la dimension sociale de la mondialisation. Près de 80 ans après sa création, l'organisation s'inquiète particulièrement du fait que la mondialisation ne favorise pas la création d'emplois comme il aurait été permis de le croire. En voulant agir de façon globale, les entreprises ont oublié l'aspect fondamental : la vie des gens dans leur quotidien.

La commission a donc entrepris des études et des consultations nationales, notamment au Brésil et en Europe, pour se pencher sur cette dimension sociale, a expliqué hier M. Somavia au terme de la rencontre bilatérale avec la ministre. « Les valeurs qui sont en train de s'installer ont oublié les gens, les êtres humains, la famille, la communauté et le local. On a tout fait pour promouvoir le global et on a oublié le local, pourtant essentiel. Cette mondialisation ne se rend pas compte de ça. Pour eux, le local est un accident dans le processus économique, alors que pour nous, c'est la vie. Il faut en conséquence faire des changements de cap », affirme M. Somavia.

Cet avocat de formation a une feuille de route impressionnante. Il a représenté le Chili au conseil de sécurité, avant de siéger comme représentant de son pays à l'Organisation des Nations unies (ONU). Il préside depuis 1996 le Conseil de l'Institut de recherches des Nations unies pour le développement social.

La sensibilisation en vue d'une mondialisation meilleure est un travail de longue haleine qui se fera par le dialogue, affirme-t-il. « Les grandes entreprises qui se réunissent à Davos (Forum économique mondial) commencent à comprendre que le manque de réponse de ce modèle de mondialisation crée de l'instabilité. Et pour elles, le problème de stabilité à long terme est le facteur clé. Chez les petites et moyennes entreprises, le problème est beaucoup plus sérieux parce que ce modèle de mondialisation ne les inclut pas. »

Les objectifs de l'OIT rejoignent les préoccupations de l'Observatoire québécois de la mondialisation qui souhaite étudier les effets positifs et négatifs, pervers ou non de la mondialisation pour le Québec, dans la vie quotidienne, rappelle pour sa part la ministre Louise Beaudoin. Un organisme comme l'Observatoire de la mondialisation pourrait instaurer une commission nationale dans l'ensemble du Canada, comme l'OIT l'a fait dans certains pays, pour évaluer les préoccupations de la population, croit la ministre. « Nous sommes préoccupés au Québec par les conséquences sociales de la mondialisation. Il n'existe pas un modèle néo-libéral au Québec, nous intervenons dans l'économie, le social, la culture parce que nous croyons que le marché est imparfait. »

Le projet de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) est un exemple, ajoute la ministre.

Une immense marche contre la guerre en Irak ouvre le Forum social mondial



PASCALE BRETON
envoyée spéciale
À PORTE ALEGRE

LA PLUIE est tombée une partie de la journée sur Porto Alegre, lavant les rues et délestant de quelques degrés l'air humide et lourd. Puis l'éclaircie, en fin d'après-midi, comme une invitation pour les dizaines de milliers de personnes qui ont envahi les rues.

Ils étaient des dizaines de milliers, formant une file de près de trois kilomètres, à marcher, crier, danser et chanter au milieu de l'avenue Broges Medeiros, au cœur de la ville, dans le cadre du Forum social mondial.

Des femmes, des hommes, jeunes et moins jeunes, de tous les pays, toutes les nationalités et toutes les langues, à défilé dans une ambiance festive typiquement brésilienne, sous les regards de centaines de badauds massés le long des trottoirs. Aux balcons des immeubles en hauteur du centre-ville, les Brésiliens étaient accoudés, applaudissant et lançant des papiers qui virevoltaient doucement avant de tomber, comme une pluie de confettis, sur les manifestants qui les recevaient en riant.

Cette marche d'ouverture est un incontournable du Forum social mondial, estime la présidente du conseil d'administration d'Alternatives, Monique Simard, qui, à sa troisième expérience du genre, saluait encore une fois hier l'esprit festif des Brésiliens qui donne une saveur particulière à l'événement. Jetant un regard sur les dizaines de milliers de personnes descendues dans les rues, Mme Simard parle de la force de ce forum. « L'esprit et la philosophie qui sous-tend ces forums sociaux témoignent d'une véritable lame de fond. Il ne s'agit pas seulement d'une logique d'opposition, mais de proposition », dit-elle.

Le spectacle est grandiose. À perte de vue, des manifestants tendent à bout de bras des drapeaux qui s'entrementent au vent, formant une danse de toutes les couleurs.



Photo REUTERS

Un étudiant, qui participe au Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil, monte sa tente sous une bande-roule dénonçant « la guerre de Bush ».

Le fleurdelisé bleu et blanc du Québec, le rouge marqué d'une étoile jaune du Parti des travailleurs, le drapeau vert, rouge et blanc de la Palestine, le vert et jaune du Brésil.

« C'est magnifique, je crois vraiment qu'un autre monde est possible pour tout le Brésil et surtout, pour les fermiers sans terre avec qui je travaille, lance émerveillée, Clarice Garvey, une missionnaire d'origine canadienne qui vit au Brésil depuis 30 ans. Elle a l'âge d'une grand-maman, avec ses cheveux blancs impeccables et son doux sourire, elle rit et s'amuse aux côtés de jeunes à peine sortie de l'adolescence. « C'est incroyable, c'est un signal très fort que de voir tous ces groupes ensemble », dit-elle.

Unis, les manifestants ont marché contre la guerre et contre la volonté du président des États-Unis, Georges W. Bush, de faire la guerre à l'Irak. Ils ont aussi marché pour la Palestine, contre la Zone de libre-échange des Amériques et pour « Lula », Luiz Inácio Lula da

Silva, le nouveau président du Brésil.

« Ohé ! Ohé ! Ohé ! Lula, Lula, Lula... » chantent les marcheurs, avec un peu moins de vigueur que l'an dernier toutefois, alors que le pays était en pleine campagne électorale. Il faut dire aussi que certains extrémistes critiquent la décision du nouveau président, issu de la gauche, d'assister au Forum économique mondial de Davos, événement que contestent justement les participants au Forum social mondial.

Parallèlement à ces thèmes forts, d'autres manifestants marchent en silence, un masque sur les lèvres, rappelant l'épidémie dévastatrice du sida. D'autres militent pour les fermiers sans terre du Brésil, d'autres encore pour la protection de l'environnement. Et tout à côté, quelques-uns dansent la samba, d'autres jouent du tam-tam ou de la cymbale en effectuant quelques pas de danse.

« J'aime l'atmosphère, c'est très différent, avec des langues différentes. Les gens de partout viennent

nous voir et essaient de nous parler. Moi, je suis ici pour montrer que le Québec est solidaire de ses copains du Sud, en bas des États-Unis », déclare Marie Depelteau-Paquette, la fille du député bloquiste Pierre Paquette, à sa première expérience à Porto Alegre.

Les syndicats sont aussi très présents. Ils n'ont pas le choix, affirme Sylvain Martin, l'un des cinq représentants des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) au Forum social mondial, rappelant que des usines comme GM de Boisbriand ou la Pratt and Whitney sont touchées par le phénomène de la mondialisation. « C'est la solidarité, des gens de partout sont là pour la même cause. Les entreprises se mondialisent, la solidarité doit se mondialiser elle aussi », croit M. Sylvain.

Après une marche pacifique qui aura duré plus de deux heures et demie, dans un calme étonnant, les manifestants se sont arrêtés dans un parc de la ville pour faire la fête. Et vive la samba !

Excuses des pilotes américains

S'EXPRIMANT publiquement, hier, pour la première fois, les deux pilotes américains qui ont causé la mort de quatre soldats canadiens en Afghanistan l'an dernier, se sont adressés aux familles des victimes en leur disant combien ils étaient désolés pour l'accident. « Je connais les profondeurs de votre chagrin », a déclaré le major William Umbach dans sa lecture d'un texte d'une page aux audiences devant déterminer si lui et son collègue, le major Harry Schmidt, devront être jugés en cour martiale. « Pas un jour n'est passé sans que je n'aie pensé à cette nuit, à poursuivi le major Umbach. Je regrette profondément que ce terrible accident soit arrivé. » — d'après PC

Promotion

Bio Actif

Ça se passe pas?

Ça vous dit "quekchose" les mots : chondroïtine, glucosamine, bêche de mer, spirée, saule, frêne, cassis, silice, uncaria tomentosa et glycyrrhiza glabra.

Ce sont les dix principes parmi les éléments les plus vitaux pour les articulations, ils vous livrent une multitude de nutriments naturels nécessaires au bon fonctionnement des articulations.

Ce sont 800 mg de nutriments chondroprotecteurs, 800 mg de principes chondro-actifs, 800 mg par comprimé, des éléments du Chondrin de Flex-O-Flex. Optimisez votre biomécanique articulaire avec Flex-O-Flex Chondrin. Ça se passe pas?... avec Flex-O-Flex Chondrin votre déséquilibre articulaire n'aura pas le dernier mot!

EN SUPER SPÉCIAL chez JEAN COUTU

3108067

D'ICI, ON VOIT BIEN QU'ILS ONT RAPPROCHÉ LA MONTAGNE DE QUÉBEC!

Deux accès au Massif. Un nouvel accès par le sommet, plus rapide et plus direct pour les gens qui arrivent de Québec. Et toujours le pittoresque accès par la base, pour ceux qui préfèrent flâner dans Charlevoix avant de se lancer!

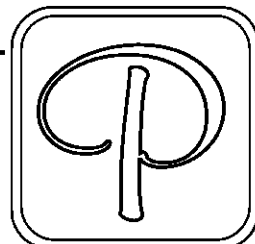
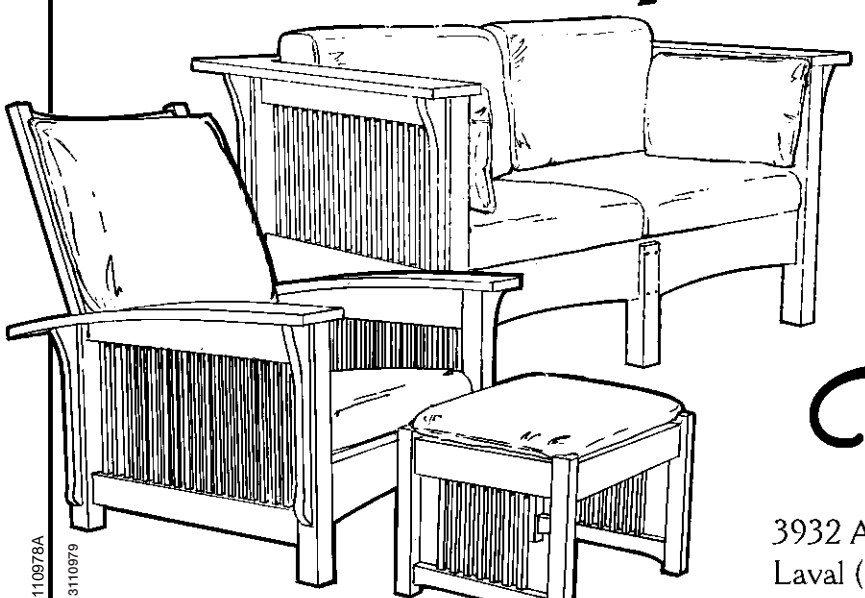
DESCENDEZ POUR VOIR!

LE MASSIF
Montagne sur Mer!

1 877 536-2774

www.lemassif.com

Venez profiter des prix givrés de janvier



sur la collection **Mission**

20%
de réduction

Maintenant agrandi et offrant davantage de styles et de choix, Patrimoine offre 20% de réduction sur tous les meubles de sa

collection **Mission** (salon, salle à manger et chambre à coucher) jusqu'au 31 janvier 2003

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle) Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867



3110978A 3110979

Forum

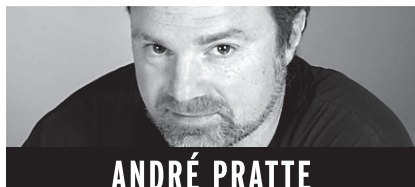
La Presse

ANDRÉ DESMARIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Il était temps!



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Le premier ministre, Jean Chrétien, veut revoir les règles du financement des partis politiques fédéraux. Plutôt que de spéculer sur les motivations de M. Chrétien, les commentateurs feraient mieux de se pencher sur le fond de la question. Cette réforme est souhaitable, et urgente.

M. Chrétien veut-il laisser un héritage? Veut-il embarrasser Paul Martin? Qu'importe! Le seul critère qui devrait servir à évaluer les propositions du premier ministre, c'est l'intérêt public.

En matière de réglementation du financement, les partis fédéraux ont des décennies de retard sur les partis provinciaux. Si leurs dépenses électorales sont contrôlées, les montants des dons qu'ils reçoivent ne sont sujets à aucune limite. Ainsi, les grands partis canadiens reçoivent chaque année de nombreuses contributions s'élevant chacune à des dizaines de milliers de dollars. La plupart de ces dons viennent de grandes entreprises. Pour ne donner qu'un exemple, le Parti libéral du Canada a reçu en 2001 une contribution de plus de 140 000 \$ de la multinationale Bombardier. Cela a-t-il eu une influence sur les décisions du gouvernement libéral? Qui sait? On peut faire remarquer qu'au Québec, le gouvernement du Parti québécois a toujours adopté une politique favorable à Bombardier, même si le PQ ne reçoit pas un sou de cette entreprise. Il ne s'agit pas ici d'échanges de faveurs, mais de croissance économique et d'emplois à préserver.

Bref, les choses ne sont pas aussi simples que plusieurs le croient. Mais, comme l'a dit M. Chrétien

En matière de réglementation du financement, les partis fédéraux ont des décennies de retard.

cette semaine, l'importance des montants en cause nourrit une perception d'influence abusive. L'idée de limiter les contributions aux partis à 10 000 \$, comme le gouvernement l'envisage, est donc bienvenue.

Faut-il, comme cela s'est fait au Québec sous René Lévesque, interdire les dons des entreprises, syndicats ou associations? Une telle politique répondrait à une logique certaine: ce sont les personnes qui votent, pas les compagnies.

Mais les arguments contre une telle interdiction ne sont pas sans fondements. Pourquoi un don de 5000 \$ fait par une entreprise serait-il plus condamnable qu'un don de 5000 \$ fait par un individu? Au Québec, le « financement populaire » revêt un caractère quasi-mythique. En réalité, tout le monde sait que les entreprises et cabinets de professionnels contournent sans mal l'esprit de la loi. Au point que l'ancien Directeur général des élections, Pierre F. Côté, a qualifié le financement populaire de « fiction » et suggéré de permettre à nouveau aux entreprises de contribuer à la caisse des partis, suivant certaines balises.

Le premier ministre Chrétien veut instaurer un régime de financement public qui compenserait les formations politiques pour le tarissement d'une part importante de leur financement. À l'heure actuelle, seules les dépenses électorales des partis sont partiellement remboursées par le trésor public. Le nouveau système verrait l'État verser une subvention annuelle aux partis, comme cela se fait au Québec.

Tout cela doit bien sûr être étudié et débattu en profondeur. Si elle est bien faite, une telle réforme pourrait contribuer à rassurer les Canadiens sur l'intégrité de notre système politique. C'est pourquoi il faut souhaiter — contre toute vraisemblance! — que les camps Chrétien et Martin cessent de se chamailler et consacrent leurs énergies à mener à terme des changements qui ont beaucoup trop tardé.

Meilleure retraite



MAURICE JANNARD

maurice.jannard@lapresse.ca

Les perspectives apparaissent moins enviables pour les personnes qui auront à prendre leur retraite au cours des prochaines années. Des sondages publiés cette semaine révèlent que près des deux tiers des Québécois croient qu'ils devront trouver un autre emploi quand ils prendront leur retraite, de façon à subvenir à leurs besoins.

La hausse des cotisations n'est pas pour demain, c'est sûr! Voilà pourquoi le ministre fédéral des Finances, John Manley, devrait donner suite au projet de hausser le plafond des cotisations déductibles d'impôt pour les régimes d'épargne retraite.

Selon les scénarios rapportés, les plafonds pourraient passer de 13 500 \$ à 19 000 \$ ou même 21 000 \$ au cours des prochaines années. Il va sans dire que, pour les travailleurs qui ont un régime de retraite avec leur employeur, le fameux facteur d'équivalence serait augmenté aussi.

La hausse des cotisations permises peut sembler élevée, mais il ne s'agirait que d'un rattrapage. Le Canada est en retard par rapport aux États-Unis à ce chapitre. À ceux qui soutiennent que l'État se verra privé de plusieurs centaines de millions de dollars, il faut rappeler que le trésor fédéral dispose des surplus nécessaires pour y faire face.

Les inquiétudes soulevées au sujet de l'âge de la retraite se retrouvent partout. Par exemple, le gouvernement américain jongle toujours avec l'idée de porter l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans. Dans quelques décennies, la France comptera sept retraités pour dix actifs, une proportion très élevée pour ceux qui seront au travail et

qui devront supporter le poids fiscal des pensionnés.

Ici comme ailleurs, les travailleurs n'ont que deux avenues pour conserver un revenu adéquat au moment de la retraite: prolonger le temps d'emploi ou accroître les sommes épargnées en vue de la retraite.

Ottawa doit saisir l'occasion qui est présentée, à cause des surplus budgétaires croissants, pour hausser la déduction des cotisations permises au REER.

Une étude publiée en décembre par l'institut C.D. Howe démontre que le REER aujourd'hui est moins avantageux que dans les années 1970. La situation s'explique par le fait que la déduction maximale n'a pas été indexée totalement à l'augmentation du coût de la vie. Si tel avait été le cas, la déduction permise serait supérieure à 17 000 \$ aujourd'hui.

À cet aspect fiscal et financier, des changements doivent se faire aussi dans les milieux de travail pour encourager les employés à conserver leur emploi plus longtemps.

Lors d'un colloque tenu à Trois-Rivières sur le vieillissement de la main-d'oeuvre, des représentants de la FTQ ont mis de l'avant des ajustements possibles au sein des entreprises pour que les employés plus âgés soient incités à poursuivre leur carrière. Pour y parvenir, les conditions de travail peuvent être allégées, soit en réduisant le niveau de responsabilité ou en exigeant des tâches physiques plus légères.

Il est clair également que la loi sur le retrait progressif n'a pas donné toute sa pleine mesure étant donné la réticence encore grande chez les employeurs.

Compte tenu du poids démographique des personnes qui seront à la retraite dans quelques années, il est temps de prendre maintenant des mesures pour y faire face. Relever le plafond déductible des REER en est une, au sein du monde du travail, syndicats et entreprises doivent s'ajuster également.

Les Américains frapperont à la mi-février



Patrick Dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Irak: tous contre Bush

Le M.-O. au bord du gouffre

CE QUE M. BUSH ne semble pas comprendre, c'est qu'en frappant l'Irak, le sentiment de haine envers l'Occident (et encore plus envers les États-Unis) va gagner en popularité. C'est Ben Laden qui en ressortira le vrai gagnant en attirant encore plus de partisans. Situation hypothétique: si les États-Unis attaquent l'Irak, ce pays répondra en frappant son plus proche ennemi dans la région: Israël. Si Israël entrait en guerre, cela donnerait une raison de plus à Ariel Sharon d'écraser les Palestiniens. Par le fait même, le Liban et la Syrie pourraient décider de profiter du chaos pour récupérer les terres qu'ils ont perdues durant la guerre israélo-arabe de 1967. Tout cela est un scénario possible. Et voilà le Moyen-Orient au bord du gouffre. Attaquer l'Irak sans preuves tangibles, c'est comme condamner une personne à mort sans procès.

M. Chrétien, le Canada n'a pas d'intérêts dans cette guerre. Nous ne voulons pas sacrifier des vies canadiennes pour la gloire des États-Unis. Et nous ne voulons pas que les mains des gens de notre pays soient tachées du sang d'innocents Irakiens. Au lieu de supporter nos voisins du Sud dans une telle campagne, nous devrions plutôt les inciter à raisonner et réaliser les conséquences d'une guerre en Irak.

ALEXANDRE T. GINGRAS
Gatineau

Désarmer les É.-U.?

NE TROUVEZ-VOUS pas qu'il est grand temps de désarmer ce pays possédant de multiples armes de destruction massive qui seraient très faciles à trouver et d'envoyer en exil son président que je considère le plus dangereux. Le pays en question: les États-Unis d'Amérique, le président: George Bush!

ALAIN CHEVALIER
Ste-Thérèse

« W » pour « Warrior »

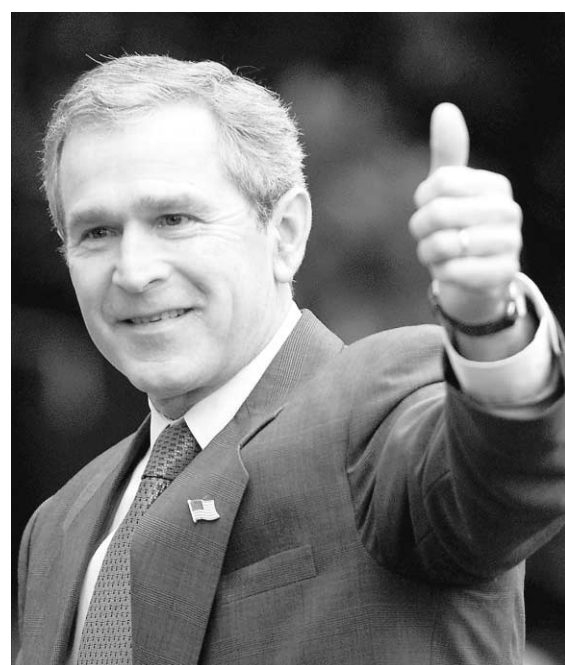
M. George W. Bush,

JE ME SUIS demandé ce matin quel était le nom sous-entendu du W dans votre nom et la réponse m'est apparue comme une vérité. Vous êtes sans contredit un « Warrior », un guerrier! Mais où puisez-vous donc la justification d'un tel esprit belliqueux envers l'Irak?

Quand on a des preuves de danger d'agression imminente de son ennemi on les affiche clairement. Le monde entier les attend encore! N'entendez-vous pas le cri d'avertissement qui monte de partout sur la planète? Vous êtes en train de vous comporter exactement comme Saddam Hussein: « C'est moi qui ai raison, bon! Et tu vas voir que mon armée est meilleure que la tienne! » Fi de la prudence sage de l'ONU! Fi des nombreuses marches pacifiques! Fi des avertissements de la France et de l'Allemagne! À vous regarder aller on s'en va à une guerre, c'est sûr!

Malheureusement, vous allez, par votre entêtement, provoquer des massacres de vies innocentes et faire jaillir sur vos compatriotes les remords et la culpabilité associés à la barbarie d'une guerre opportuniste, intéressée et orgueilleuse!

Il m'apparaît très clairement que vous en faites une affaire personnelle! Vu sous cet angle ce n'est certainement pas une guerre sainte et libératrice! Et ne venez pas me dire qu'il y a des guerres chirurgicales, localisées, technologiques, propres! Nos soldats canadiens y ont goûté à ce genre de guerre en Afghanistan!



George W. Bush

Que vous dire en terminant pour vous inciter à réfléchir avant d'agir? Allez donc faire un tour dans une église un petit 15 minutes et demandez donc à l'Esprit-Saint de vous éclairer dans une prière sincère. Il en est encore temps! Et revenir sur une décision qui peut avoir des conséquences graves pour des humains n'est pas un signe de faiblesse mais plutôt celui d'une grande sagesse!

PIERRE BOURASSA
Trois-Rivières

De la haute voltige

IL EST IMPÉRATIF qu'une décision aussi importante que celle de la participation du Canada à une guerre en Irak, avec ou sans l'aval de l'ONU, ne soit laissée entre les mains de nos politiciens. Lesquels, comme on peut s'en rendre compte depuis quelque temps déjà, nous font une démonstration de haute voltige, allant du premier ministre qui dit Oui au ministre de la Défense, qui dit Non ou vice-versa, et ce en moins de 24 heures. De la grande désinformation!

Aussi, avec les moyens technologiques dont nous disposons aujourd'hui, je propose qu'un débat public, suivi d'un référendum d'un océan à l'autre, soit tenu, et ce pour notre plus grand bien à tous je l'espère. Au diable la dépense! Cette fois-ci elle nous servira bien. À la population et à elle seule de décider!

FRANÇOIS ST-MICHEL
Saint-Jérôme

De la ploutocratie

Chers dirigeants,

JE NE CROIS plus à votre mascarade de démocratie, j'ai même cessé de voter il y a plusieurs années. Deux vats-en guerre, Bush et Blair, ont décidé de combattre l'Irak, contre la volonté de leur propre peuple ainsi que celle de la communauté mondiale. Vous nous dites combattre le mal. Vous nous dites aussi vouloir désarmer Saddam, le renverser, rétablir la démocratie, et rendre à son peuple la liberté. Vous mentez, vous

voulez renverser Saddam pour mettre à sa place un gouvernement qui vous sera favorable et qui vous permettra un approvisionnement en pétrole. Cela au mépris du bien-être du peuple, peuple duquel vous ne vous souciez absolument pas. Vous avez toujours agi ainsi. Votre raison est toujours guidée par votre profit, le pétrole dans ce cas précis. Si vous étiez guidés par la justice dont vous vous dites investis, vous agiriez aussi contre Israël, vos amis.

Vous n'avez pas le mandat ni la légitimité de faire la guerre, le peuple ne veut pas et c'est lui que vous dites représenter. Il est vrai que Saddam est un monstre mais il l'était aussi quand il était votre ami, votre allié, du temps où vous lui fournissiez armes et logistique. Vous obéissez aveuglément aux groupes de pression. Des fabricants d'armes de guerre, aux compagnies pétrolières en passant par les constructeurs d'automobiles, toutes celles qui fournissent à vos caisses électorales ont droit de parole. Ce sont elles qui financent vos campagnes, elles qui choisissent les gens pour qui l'on doit voter et ça, ce n'est pas de la démocratie, c'est de la ploutocratie.

Démocratie: gouvernement où le pouvoir appartient au peuple. Ploutocratie: gouvernement où le pouvoir appartient au riche.

JEAN HEBERT
Laval

Forum

L'alcool et vous

Nous vous demandions, le week-end dernier, de nous raconter votre relation avec l'alcool. L'alcool est-il pour vous source de plaisir ou de souci ? Voici quelques-unes des réactions que nous avons reçues.

Une « alcoolique de week-end »

JE SUIS ce que j'appelle une « alcoolique de week-end ». Je ne pourrais me passer de mes deux bouteilles de vin par fin de semaine, si je suis seule évidemment. Si, quelqu'un d'autre est avec moi, j'ai besoin d'une bouteille supplémentaire, car je bois le vendredi soir, le samedi soir et le dimanche également. Je ne me considère pas comme une vraie buveuse, car je bois par plaisir, et les soucis je les laisse aux autres qui me considèrent « alcoolique ». Je ne bois qu'une moitié de bouteille par soir, ce qui me rend un peu plus « funny » le temps d'une soirée, mais je sais m'arrêter. Et durant la semaine, je n'y pense même pas, à moins d'une circonstance spéciale. Je suis handicapée (en marchette) et c'est pour ça que mes proches me considèrent alcoolique. Je fais ce que André Pratte appelle un « péché véniel », je ne peux pas conduire (à cause de mon handicap) je vis seule (à moins d'avoir des invités), je ne dérange personne d'autre que moi-même, alors suis-je coupable pour autant ?

MARIE THIBAUT
Verdun

Ma « pilule » quotidienne

QUE DE souvenirs font surface... Dans les années 60, pour le dîner de Noël, c'était un verre de Québerac, moitié Ginger ale...

Aujourd'hui, je suis retraité. Chaque soir, c'est l'apéro : un verre ou deux de vin vous donne un moment de détente, de joie et de plaisir de savourer, et cela avec modération et équilibre. Voilà ma pilule quotidienne.

THÉRÈSE CRAWFORD
Léry

Un des plus beaux plaisirs

POUR MOI, le vin est l'un des plus beaux plaisirs de la vie. Le vin, je le déguste et je l'étudie sous toutes ses formes (lecture, cours, visite de vignobles). Le vin est une fenêtre sur le monde et son étude m'a permis d'approfondir mes connaissances sur l'histoire, la géographie, la gastronomie, l'agriculture et même la question des OGM. Maintenant, je suis en mesure de partager ma passion du vin grâce à l'écriture et à l'enseignement. Comme pour tout amateur sérieux de vin, la modération est une règle d'or. Heureusement, l'alcool perd peu à peu sa réputation d'enfant terrible. Les Québécois réalisent que l'alcool en soi n'est pas mauvais lorsque consommé avec modération et même qu'il aurait, selon plusieurs études, des bénéfices considérables sur la santé.

MARIE-FRANCE MARQUIS
Gatineau (secteur Hull)

Un péché mortel

DÉSOLÉ POUR vous mais surtout pour moi et mes enfants, l'alcool au volant en tout cas, c'est un péché mortel. Le 12 décembre 1998, Diane Olivier est morte victime d'un chauffard. Pour vos lecteurs elle n'est qu'une statistique de plus au bilan mortel du réseau routier. En une seconde son auto est devenue son tombeau. Nos vies se sont effondrées comme s'effondre la vie de toutes les victimes directes et collatérales de l'alcool au volant. Au Québec plus ou moins 250 morts par année. On ne parle pas des blessés à vie. Combien de milliers de victimes indirectes ? Et si votre femme devenait paraplégique demain ? Si l'État n'a rien à voir dans nos plaisirs individuels, ce même État a le devoir de nous protéger des conducteurs ivres sur les routes. Fussent-ils ambassadeurs ou politiciens aucun individu ne peut mépriser la vie des autres.

CLÉMENT PAYETTE

Savoir s'arrêter

L'ALCOOL EST pour moi une source de plaisir. Je bois différemment aujourd'hui qu'il y a dix ans. Je pense davantage à l'image que je projette à mes adolescents. Mon attitude est plus forte que mes paroles. J'aime prendre un verre d'alcool à l'occasion avec la famille ou des amis mais je sais quand m'arrêter. C'est ce que je fais et ce que dis à mes ados. La société est beaucoup plus tolérante envers la boisson aujourd'hui. Avant, les gens se cachaient pour aller à la SAQ mais aujourd'hui, c'est très bien vu et même *hot* d'aller s'approvisionner à la SAQ. Il y a un danger de surconsommation. La publicité aura beau nous dire qu'il existe des organismes pour aider les alcooliques, on ne les aide pas en offrant des rabais sur la boisson. Il faut être très fort pour savoir quand se modérer.

DIANE FAUST
Laval

Pas de regrets ?

J'AI SILLONNÉ l'Amérique du Nord en buvant de l'alcool au volant. Ah ! Franchir la Monument Valley en sirotant une Coors Light... Est-ce que je le regrette ? Non. Je conduisais bien. Pas un accident, pas une arrestation pour conduite avec facultés affaiblies. J'ai bu et abusé, oui, et rétrospectivement je pourrais le regretter, au moins parce que je souffre aujourd'hui d'arthrose, comme ma mère alcool... Et parce que c'est mieux de ne pas abuser et de respecter les lois. En ce sens, je regrette de ne pas avoir été plus sage quand j'étais un peu fou. Maintenant, je vieilliss, il me devient plus facile de respecter des lois que je trouve encore incohérentes. Tout de même, la responsabilité individuelle serait encouragée si les lois la respectaient davantage.

MYRIADE CAPUCINE

Au temps du Ben Afnam...

DENISE MAURICE

L'auteure est une Montréalaise.

BACCHUS N'AVAIT certainement pas prévu tout le succès que sa divine création prendrait avec le temps. Que de choix ! Que de plaisirs renouvelés ! Mes tout premiers verres de vin, il y a bien de cela plus de 30 ans, se remplissaient de Ben Afnam acheté au galon. Ouch ! Même si cette vinasse existait encore aujourd'hui, je ne m'en servais même pas pour faire de la sauce à poutine.

Puis je suis allée en Italie, dans la très belle Toscane, terre-mère du Chianti et du Sangiovese. Mes frères ne me reconnaissent plus à mon retour : leur petite soeur aimait le vin ! C'en était fini de la piquette à tout jamais. En avant la découverte : les Bordeaux, les blancs, les rouges, les Bourgognes puis les vins espagnols et maintenant les australiens. Les vins se raffinent, le palais des amateurs aussi. Plus question de ne choisir que par le prix (mais j'avoue que je me laisse parfois tenter par une belle étiquette...).

Il m'arrive de demander conseil à un agent de la SAQ lorsque je sais quels plats je servirai à mes invités. Mais le contraire est aussi vrai : il est tellement amusant de d'abord choisir un vin pour ensuite préparer le mets qui l'accompagnera avec grâce. Sentir, goûter, estimer, retenir les arômes et les rechercher encore.

Peut-on s'adonner à ce plaisir sans modération ? Bien sûr que non. L'art d'apprécier se développe avec finesse, avec lenteur, avec dignité. Se noyer dans un flot d'alcool ne viendrait qu'atténuer le ravissement. Je préfère de beaucoup limiter ma consommation. Ha ! Mais ce n'est pas seulement par souci du raisonnable. C'est que, voyez-vous, je souhaite que tous mes sens restent bien éveillés jusqu'au dessert afin de pouvoir porter une attention toute méritée au voluptueux porto qui accompagne le fromage ou le chocolat !



Denise Maurice

PHOTO DNIS COURVILLE, La Presse

Des solutions à tout, même pour Bernard Landry

GILLES PETIT

L'auteur réside à Granby.

BIEN QUE l'alcool soit pour plusieurs source de problèmes majeurs, pour d'autres plus rationnels une consommation modérée peut-être source de détente, de libération de stress et même un passe-temps fort agréable si l'on peut faire abstraction des tabous qui peuvent en découler.

Étant moi-même un amateur de la bonne bière, j'ai fréquenté assidûment les tavernes de ma région et d'avantage celles du sud-ouest de Montréal. Sachez que chaque visite a toujours été fort intéressante et surtout très amusante.

Bien entendu, il faut avoir le sens de l'observation et l'esprit bien tordu. Nombreux sont les lecteurs qui ont assisté à la pièce de théâtre « Broue », il suffit d'observer et constater qu'à chaque visite effectuée dans une taverne ou brasserie, on peut être témoin de scènes fort amusantes, voire délirantes.

Avec une clientèle périclitante, il devient plus facile de connaître les clients et leurs habitudes. Chaque débit a son « ti-coune », son homme fort, son encyclopédie et celui qui a la solution à tous les problèmes, même ceux du Canadien et de Bernard Landry. C'est toujours bidonnant d'écouter ses hommes pittoresques qui souvent ont leurs collègues de taverne comme seule écoute.

Par ailleurs, l'augmentation constante du prix du houblon et des commis beaucoup moins souriants que dans le temps où l'on payait la flûte 25 cents et que le Canadien gagnait la coupe Stanley à répétition ont eu pour effet d'éloigner une clientèle plus se-reine.

Toute proportion gardée l'alcool demeure toujours un plaisir en autant que l'on sache en profiter et surtout s'arrêter au bon moment. Pour le reste, il faut apprendre à se dilater la rate.

L'alcool : une source de plaisir, mais on doit savoir s'arrêter.

L'alcool, un rival « J'ai pris un verre d'alcool pour la première fois à 30 ans »

MARYSE DESJARDINS

L'auteure habite Sainte-Julie.

UN PETIT PEU d'histoire, mon histoire personnelle. J'ai 30 ans, 2 enfants, une fille de 5 mois et un garçon de 3 ans. Le même *chum* depuis près de 10 ans, une maison en banlieue et un emploi que j'aime.

Un beau tableau, mais derrière tout ça, une peur ou même plus une phobie, l'alcool. Une phobie que petit à petit je réussis à apprivoiser. Elle prend naissance dans mon enfance. L'alcool à ce moment était mon plus grand rival. J'ai vraiment tout fait pour que ma mère me choisisse moi, mais l'alcool a toujours été plus fort.

Quand j'ai finalement renoncé à cette compétition, j'ai pris la résolution de ne jamais y toucher moi-même. Je ne voulais pas faire cette peine à mes futurs enfants. J'avais peur de devenir accro tout comme ma mère.

Ma mère a fait une cirrhose du foie à cause de ses abus, elle s'en est sortie et a été sobre pendant environ deux ans. Malheureusement, j'étais adolescente, et pas du tout prête à accepter quelqu'un de nouveau dans ma vie. Eh oui ! L'alcool change les gens à ce point, ma mère sobre n'était plus du tout la même personne.

Qu'est-ce qui a fait rechuter ma mère, c'est malheureux à dire mais la médecine. Sa mère a eu des problèmes de coeur et son cardiologue lui a recommandé de boire un verre de vin par jour...

Vous pouvez deviner la suite, un peu plus tard, elle en mourait.

J'ai pris un verre d'alcool pour la première fois à 30 ans. J'ai aimé mais sans plus. J'ai eu peur de l'alcool, j'en ai encore peur et pour l'amour de mes enfants, je crois que je vais continuer à en avoir peur encore longtemps.

Souvenirs de mon père

MICHEL BOURQUE

L'auteur habite à Varennes, en Montérégie.



COMMENT VOUS comportez-vous face à l'alcool ? À peine lue, votre question fait resurgir en moi, simple et rassurante, l'image de mon père.

Je le revois... Nous sommes dans l'une des mille et une fêtes de famille qui ont fait la joie de notre enfance. Il a pris un *dry gin*, une bière ou deux... Il poussera bientôt sa chanson à répondre et, si on l'en prie un peu, il nous fera les délices d'une vraie bonne gigole ! Puis, il prendra sa femme dans ses bras et, ensemble, ils danseront deux, trois, cinq « sets carrés », comme on disait alors.

Je l'entends aussi... Auprès de notre hôte, qui lui apporte une autre bière, il s'excuse : « Excuse-moi mon ami, celle-là, je la prendrai pas, j pense que j'ai mon

cota pour la soirée. Faut que j'amène la famille à la maison ! » Certains soirs, il préviendra dès son arrivée : « J'prendrai rien à soir, j'file pas pour ça, j'veux me sentir d'aplomb quand j'vas reprendre la route ! » Une seule fois, parce qu'il faut absolument revenir à la maison, nous prendrons place dans l'auto un peu inquiets, d'autant qu'une neige légère rend la route glissante.

Plus de ,08 ?

Aurait-il, cette nuit-là, dépassé le taux de ,08 ? Peut-être un peu. Mais nous sommes dans les années cinquante et la population dans son ensemble ne sait pas encore que « L'alcool au volant, c'est criminel ! » Papa est tout de même conscient de notre trouble et s'efforce de nous rassurer : « J'sais que j'serais mieux de pas être au volant, mais on va monter tranquillement, ayez pas peur ! » Tout au long du parcours, il répète pour ainsi dire sans cesse cette phrase, nous faisant remarquer que « l'auto roule même pas à trente milles à l'heure ! » Bientôt, maman semble

confiante, nous voilà tous rassurés ! Nous arrivons à Montréal un peu plus de quatre heures après notre départ de Daveluyville.

Nous n'avons jamais oublié ! Le trajet fut long, bien sûr, mais ce que nous avons surtout gardé en mémoire, c'est ce souci que papa s'est fait, cette seule fois de sa vie, de se garder en contrôle pour nous garder en confiance.

Mon rapport avec l'alcool, il est tout semblable à celui de papa. Un verre de vin ou deux avec un bon repas, une des grandes joies de la vie ! Un verre, deux peut-être, dans les soirées de famille ou les rencontres avec les amis ! Et jamais de « dernier verre avant de partir », parce que ce n'est tout simplement pas le moment... Pagnol disait du vin que « c'est le bon Dieu en culotte de velours qui vous coule dans la gorge » ! Qu'on parle de vin ou de tout autre alcool, il m'est naturel de vivre ce que mon père, un homme simple, un grand homme simple, m'a appris : « Le ve-lours, en trop grande quantité, ça finit par vous faire la gorge pleine de poils et ça vous étouffe ! »

INNOVATION DANS LES CANTONS-DE-L'EST

5000 élèves auront un ordinateur portable

MARIE-FRANCE LÉGER

ALORS QUE le milieu scolaire espère une nouvelle enveloppe budgétaire pour l'achat d'ordinateurs fixes, la Commission scolaire Eastern Township a décidé d'aller plus loin. Elle a lancé hier un programme d'envergure en matière d'apprentissage : 5000 élèves, de la 3^e année du primaire à la cinquième du secondaire, seront tous dotés d'ici 2006 d'un ordinateur portable.

Selon la directrice adjointe, Chantal Beaulieu, il s'agirait d'une première au Canada. Des projets semblables en collaboration avec la compagnie Apple, financés par le

milieu éducatif et non par les parents, ont vu le jour notamment en Virginie et dans le Maine, aux États-Unis, et en Australie. 12,5 millions seront nécessaires sur six ans pour financer le programme.

« On est allé voir en Virginie comment ça se passait. On discuté avec des gens du Maine et de l'Australie. Nous avons noté qu'en général le niveau des élèves avait augmenté. On veut créer chez nous une culture d'excellence et d'avant-garde », a souligné M^{me} Beaulieu, précisant que le portable se voulait l'outil indispensable pour mener à bien la réforme scolaire du ministère. Justement, l'attaché de presse du ministre de l'Éducation, Nicolas Girard, soulignait hier que Sylvain

Simard allait se prononcer d'ici quelques semaines sur la question du matériel informatique. « Il faut noter qu'actuellement le ratio est d'un ordinateur pour sept élèves, ce qui est une grosse amélioration », a-t-il indiqué.

Le projet pilote dans les Cantons-de-l'Est démarre quant à lui en mars et se poursuit jusqu'en juin dans trois écoles dont les noms seront dévoilés mardi soir au prochain conseil des commissaires. Pour la première année, c'est un million et demi qui sera nécessaire pour l'implantation du programme. M^{me} Beaulieu assure que la commission scolaire trouvera l'argent. « Au début, on va gratter à l'interne. Ensuite, on va aller voir des

fondations à l'extérieur. Également, on a mis sur pied notre propre fondation pour ce projet », a-t-elle signalé.

Chaque appareil neuf vaut 1800 \$. Mais la commission scolaire a obtenu un prix inférieur de la compagnie Apple qui fournit du même coup la formation et l'entretien. « On a même les assurances. C'est un forfait », de préciser M^{me} Beaulieu.

D'autres enfants doivent payer

Parmi les premières écoles au Québec à avoir développé l'accès aux ordinateurs portables, on compte l'École des Compagnons de Cartier, à Sainte-Foy. Dans cette école secondaire publique, les pa-

rents qui inscrivent leur enfant dans le programme informatique doivent déboursier entre 2600 \$ et 3000 \$ pour un appareil. « Nous avons 350 élèves dans le programme sur 1200 en tout. Ils utilisent le portable dans tous les cours. Le programme Protic intègre les nouvelles approches pédagogiques et les technologies de l'information », a indiqué la directrice adjointe, Christine Garcia.

Il n'est par ailleurs pas du tout dans les projets de la Commission scolaire de Montréal avec ses 30 000 élèves d'envisager l'achat de portables. « Pour nous, il serait plus utile de développer notre portail éducatif », a expliqué la porte-parole, Claudette Lechasseur.

Plan d'action gouvernemental contre le taxage

Une campagne de sensibilisation sera menée avant la prochaine rentrée scolaire

LIA LÉVESQUE
de la Presse Canadienne

LE MINISTRE de l'Éducation Sylvain Simard a annoncé hier l'adoption d'un train de mesures pour lutter contre le taxage et l'intimidation à l'école, dont une campagne nationale de sensibilisation qui sera lancée lors de la rentrée scolaire.

M. Simard a donné les grandes lignes de son plan d'action lors de son discours de clôture du colloque sur l'intimidation et le taxage, qui prenait fin à Montréal.

Le ministre Simard impose notamment l'obligation, pour toutes les commissions scolaires du Québec, d'inclure d'ici 2005 dans leur plan de réussite des mesures de

lutte contre l'intimidation et le taxage.

De plus, un guide sera mis à la disposition des écoles pour leur donner des moyens de lutter contre cette forme de violence.

Aussi, un « centre d'expertise », vraisemblablement du milieu universitaire, sera mandaté pour soutenir les écoles dans leurs efforts de lutte contre l'intimidation et le taxage.

En conférence de presse après son allocution, le ministre n'a pu être précis pour ce qui est des sommes qui seront consacrées à chacune de ces mesures. Il a seulement noté que la campagne de sensibilisation pour la rentrée coûtera entre un et deux millions de dollars.

« Il faut faire attention de ne pas

avancer de chiffres en disant « le problème est derrière nous ». Ce n'est pas un problème qu'on règle en sortant des millions d'un chapeau, a-t-il répliqué aux journalistes. L'important, c'est l'impulsion. »

Des écoles ont rapporté avoir déjà institué un tel programme et avoir surtout besoin d'embaucher des psychoéducateurs pour s'occuper du problème. Sur ce point, le ministre a fait savoir que le nombre de psychologues, de psychoéducateurs et de techniciens en éducation spécialisée était passé de 2861 à 3883, une hausse de 36 pour cent, grâce aux récents réinvestissements dans le milieu de l'éducation.

M. Simard a dit tenir à ce que chaque école ou commission sco-

laire se penche sur le problème, à sa façon. « Évitez le mur à mur pour tous les quartiers de Montréal, pour la Gaspésie comme pour Québec. »

Les programmes de formation des maîtres devront aussi faire une plus grande place à la sensibilisation des futurs enseignants à ce phénomène de l'intimidation et du taxage, a noté le ministre de l'Éducation.

Il a également signalé qu'une somme de 1 million \$ issu du partage des produits de la criminalité avait été redistribuée à 31 organismes communautaires pour combattre le taxage. Cette somme a permis de financer des ateliers de sensibilisation et des pièces de théâtre, par exemple, pour informer les jeunes.

LUTTE ANTITABAC

Frapper l'industrie du tabac pour obtenir des résultats

SOPHIE ALLARD

POUR FAIRE chuter le tabagisme de façon draconienne, il n'y a rien de mieux que de frapper directement sur l'industrie du tabac. C'est ce qu'avance, preuves à l'appui, le Dr Stella Aguinaga Bialous, consultante en politique de santé publique et contrôle du tabac pour l'Organisation mondiale de la santé. La spécialiste de renommée internationale était de passage hier soir à l'Université McGill.

« À l'intérieur des campagnes de sensibilisation, il ne faut pas avoir peur de dénoncer les stratégies marketing mensongères de l'industrie du tabac, dit M^{me} Bialous, une panoplie de graphiques entre les mains. Les chiffres prouvent que c'est la méthode qui réussit le mieux, en particulier, auprès des jeunes. »

C'est d'autant plus important d'agir, selon la spécialiste, que près de cinq millions de personnes meurent du tabagisme chaque année et que le nombre de fumeurs ne cesse de croître. Au Québec seulement, le taux de tabagisme a augmenté de 3 % entre 2001 et 2002 (pour atteindre 27 %) et au Québec, où l'on fume le plus au pays, la hausse est de 10 % chez les filles âgées de 15 à 24 ans.

La Californie, où réside le Dr Bialous, propose des campagnes de sensibilisation qui exposent sans scrupule la face cachée des fabricants de tabac. On peut lire, écouter et voir des publicités dans lesquelles on dit que l'industrie du tabac est menteuse, qu'elle manipule les clients afin de les rendre dépendants et que son but premier est de faire des profits.

Les messages publicitaires frappent et réussissent à atteindre leur cible, les chiffres en témoignent. Depuis le début du programme en 1989, le nombre de fumeurs a chuté de 50 %. Comme les espaces sans fumée — bars compris — sont la norme depuis cinq ans, la consommation de tabac a également diminué de 60 %.

« Il est de mauvais oeil de fumer en public, se réjouit le Dr Bialous. Et comme nous avons accès aux documents de l'industrie depuis 1998, les fumeurs savent qu'ils se font avoir. Ça les incite à réduire leur consommation, voire à arrêter de fumer. »

Modèle de lutte antitabac en-censé partout sur la planète, la politique californienne a été adoptée par référendum et l'argent récolté par les impôts de l'industrie du tabac y est entièrement consacré... en principe. « On doit constamment se battre devant les tribunaux pour que le programme soit maintenu, dit la spécialiste. Nous sommes victimes de notre succès. Le gouvernement préfère dépenser l'argent ailleurs et ce, malgré la volonté de la population. Nous remportons toutes les causes, mais ça nous fait perdre un temps fou. »

Et quand les investissements en prévention baissent, le nombre de fumeurs augmente. C'est la tendance que remarque actuellement le Dr Bialous chez les jeunes de 18-24 ans.

Voyez jaune !

50\$*
de rabais

15 jours seulement

Des étiquettes qui vous font économiser sur nos appareils et accessoires sélectionnés.

RENDEZ-VOUS CHEZ UN DE NOS DISTRIBUTEURS ROGERS^{MC} AT&T^{MD} PARTICIPANTS.



- ROGERS AT&T**
- MONTRÉAL**
- 1104, rue Ste-Catherine O. (514) 877-0090
- 3573, boul. St-Laurent (514) 288-0600
- Centre Eaton (514) 844-9036
- 2360, rue Notre-Dame O. (514) 983-1666
- Place-Ville-Marie (514) 394-0000
- 8984, boul. de l'Acadie (514) 387-9989
- 1201, avenue Greene (514) 933-8000
- 5150, rue Jean-Talon O. (514) 341-2221
- 5954, boul. Métropolitain E. (514) 257-8826
- 6224A, rue St-Jacques O. (514) 369-4000
- Place Alexis-Nihon (514) 865-9949
- Centre Rockland (514) 735-4086
- Place Versailles (514) 355-0003
- Les Galeries d'Anjou (514) 356-0356
- 3339L, boul. des Sources (514) 683-3333
- 2758, boul. St-Charles (514) 428-9000
- 8457, boul. Newman (514) 368-4000
- Carrefour Angrignon (514) 368-4230
- Place Vertu (514) 745-0745
- 2100, boul. Marcel-Laurin (514) 856-1884
- Fairview Pointe-Claire (514) 695-1554
- Complexe Desjardins (514) 842-0288
- BOUCHERVILLE**
- Promenades Montarville (450) 449-4998
- BROSSARD**
- Mail Champlain (450) 671-3300
- Place Portobello (450) 671-4744
- CANDIAC**
- 87B-4, boul. Marie-Victorin (450) 444-2100
- CHÂTEAUGUAY**
- Centre Régional Châteauguay (450) 692-5136
- DRUMMONDVILLE**
- Promenades Drummondville (819) 475-5024
- GATINEAU**
- Promenades de l'Outaouais (819) 561-3031
- GRANBY**
- Galeries Granby (450) 375-4355
- JOLIETTE**
- Galeries Joliette (450) 760-3000
- LAVAL**
- 241C, boul. Samson (450) 969-1771
- Carrefour Laval (450) 687-5386
- 1273, boul. Curé-Labelle (450) 680-1234
- MAGOG**
- 221, rue Principale O. (819) 843-4455
- REPENTIGNY**
- Les Galeries Rive-Nord (450) 581-7756
- ROSEMÈRE**
- 209, boul. Curé-Labelle (450) 971-0707
- Place Rosemère (450) 971-2000
- SAINT-BRUNO**
- Promenades St-Bruno (450) 653-7472
- SAINT-EUSTACHE**
- 360, boul. Arthur-Sauvé (450) 974-9299
- SAINT-HYACINTHE**
- Les Galeries St-Hyacinthe (450) 261-9991
- SAINT-JEAN-SUR-RICHÉLIEU**
- Carrefour Richélieu (450) 359-4941
- SAINT-JÉRÔME**
- Carrefour du Nord (450) 436-5895
- SHERBROOKE**
- 2980, rue King O. (819) 566-5555
- Carrefour de l'Estrie (819) 822-4650
- SOREL**
- Promenades de Sorel (450) 746-2079
- TERREBONNE**
- Les Galeries de Terrebonne (450) 964-9403
- TROIS-RIVIÈRES**
- Centre Les Rivières (819) 694-6812
- VALLEYFIELD**
- Centre Valleyfield (450) 373-0519

Fondation

SAM
SUICIDE ACTION MONTRÉAL

pour faire un don
(514) 376-7446
pour recevoir de l'aide
(514) 723-4000

*Applicable à toute nouvelle entente de deux ans sur marchandise sélectionnée. Offre disponible jusqu'au 31 janvier 2003. ^{MC} Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. ^{MD} AT&T Corp. Utilisé sous licence.